

# Etudes et documents

## Le domaine international à Genève

*Résultats de l'enquête annuelle auprès des organisations internationales et autres sources*

## The international sphere in Geneva

*Results of the annual survey of international organisations and other sources*

Données Générales

Analyses

Tableaux de bord

## Impressum

<b>Edition</b>	Office cantonal de la statistique (OCSTAT) Genève
<b>Responsable de la publication</b>	Dominique Frei, Directeur
<b>Rédaction</b>	Sébastien Blanc
<b>Composition, mise en page, illustration graphique</b>	Dominique Felsenheimer
<b>Traduction anglaise</b>	Edgar Johnson (traducteur-juré) et Catherine Fogal
<b>Illustration de la couverture</b>	Hermès Communication, Genève
<b>Impression</b>	Atar Roto Presse SA, Genève
<b>Prix</b>	25 F
<b>Tirage</b>	3 000 exemplaires
	OCSTAT, Genève 2009. Reproduction autorisée avec mention de la source
<b>Renseignements</b>	
Centre de documentation	De 9h à 12h et de 14h à 17h (vendredi : 16h) ou sur rendez-vous. Tél. + 41 22 388 75 00
Indice des prix à la consommation	Répondeur téléphonique : + 41 22 388 75 65
Liste des publications	Voir dernières pages de couverture
<b>Charte de la statistique publique de la Suisse</b>	L'OCSTAT s'est engagé à respecter la charte dans la conduite de ses activités statistiques

# Etudes et documents

## Le domaine international à Genève

*Résultats de l'enquête annuelle auprès des organisations internationales et autres sources*

<b>Sommaire</b>	Page
Avant-propos .....	2
Introduction .....	3
1. Les organisations internationales gouvernementales .....	4
1.1 Emploi .....	4
1.2 Dépenses .....	7
1.3 Réunions .....	10
2. Les missions permanentes .....	10
3. Le secteur international dans le recensement des entreprises .....	11
... dans la population résidante du canton de Genève .....	12
... et dans le reste de la Suisse .....	12
4. Les organisations internationales non gouvernementales .....	13
4.1 Dans l'enquête annuelle .....	13
4.2 Dans le recensement des entreprises .....	14
5. Les multinationales .....	16

## Avant-propos

Depuis la signature, en 1864, de la première Convention de Genève, la croissance de ce qu'il est convenu d'appeler «la Genève internationale» a été spectaculaire. D'une petite organisation non gouvernementale (ONG) préoccupée par le sort des blessés sur les champs de bataille, on est passé à un réseau dense d'organismes divers traitant de tous les grands défis auxquels notre monde est confronté. Aux conflits armés sont venus s'ajouter les migrations, les changements climatiques, la santé publique, le travail décent, les échanges commerciaux internationaux et même, avec le CERN, la compréhension des lois de l'univers.

La Genève internationale est un espace de dialogue à vocation universelle. On y définit les règles et les programmes qui doivent favoriser un monde plus sûr, plus prospère et plus juste. Genève accueille ainsi l'un des trois côtés du «nouveau triangle de gouvernance mondiale», dont le Directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, a récemment annoncé l'émergence. Les deux autres côtés du triangle sont le G20, pour l'impulsion politique, et l'ensemble des 192 membres de l'ONU, pour le contrôle «parlementaire».

Si la Genève internationale est importante pour le monde, elle l'est aussi pour la Suisse. A la suite de l'adhésion de notre pays à l'Organisation des Nations Unies (ONU) en 2002, la politique d'accueil de la Confédération a gagné en importance et en visibilité internationale, mettant en exergue le rôle de premier plan de la Suisse en tant que pays siège de nombreuses organisations intergouvernementales et lieu de conférences et de rencontres multilatérales. En abritant de nombreuses organisations et institutions internationales, Genève participe pleinement à la concrétisation de cette politique d'accueil. La Genève internationale permet à la Suisse d'exercer une influence importante dans les relations internationales et l'aide donc à atteindre ses buts de politique étrangère.

Bien que demeurant peu connues, les organisations internationales, les ONG et les missions permanentes occupent aujourd'hui une place significative dans l'économie genevoise. C'est la raison pour laquelle, depuis plus de 30 ans, l'Office cantonal de la statistique réalise une enquête annuelle pour mesurer leur activité. Les graphiques qui accompagnent la présente publication témoignent du développement de la Genève internationale et permettent de mesurer ce que Genève perdrait si le secteur devait décliner. Or, même

si ce risque n'est pas immédiat, il est bien réel. Les mécanismes de la gouvernance mondiale évoluent. Au gré d'impératifs politiques et économiques, les organisations apparaissent ou disparaissent, centralisent ou décentralisent, fusionnent ou se divisent. Dans ce contexte, d'autres villes sont prêtes à engager des moyens considérables pour bénéficier, elles aussi, d'une présence internationale.

La Genève internationale continue à attirer de loin, et nos hôtes disent apprécier leurs conditions de vie et de travail. Mais la Genève internationale n'est pas un acquis définitif. Pour les autorités d'accueil, l'inaction n'est pas une option.

A partir de priorités claires, étayées par des éléments d'information statistiques de qualité, comme ceux qui figurent dans la présente étude, il convient de s'engager avec détermination. C'est ainsi que le rayonnement de la Genève internationale dans le monde doit être renforcé, notamment en apportant un soutien à ses acteurs les moins favorisés. Des secteurs en pleine évolution, comme celui de l'environnement, doivent également faire l'objet d'une attention particulière accompagnée d'actions de soutien concrètes et coordonnées.

L'accueil de la Genève internationale est un honneur et une chance. C'est aussi une responsabilité. A notre canton et à notre pays de se montrer à la hauteur.



David HILER

Président du Conseil d'Etat

## En savoir plus sur le domaine international

### Publications de l'Office cantonal de la statistique (OCSTAT)

*Les organisations internationales à Genève. Résultats de l'enquête 2008*, Résultats statistiques n° 2008 / 13, Genève, décembre 2008, 2 pages.

*Les missions permanentes et les consulats établis à Genève*, Coup d'œil n° 18, Genève, mai 2004, 2 pages.

*Les multinationales à Genève. Recensement fédéral des entreprises 2001*, Communications statistiques n° 16, Genève, avril 2004, 12 pages.

### Sur le site de l'OCSTAT

La méthodologie et les définitions utilisées lors des enquêtes, des tableaux de résultats détaillés et les publications peuvent être consultés sur le site Internet de l'OCSTAT.

Organisations internationales :

[http://www.ge.ch/statistique/statistiques/domaines/06/06\\_06/apercu.asp](http://www.ge.ch/statistique/statistiques/domaines/06/06_06/apercu.asp)

Entreprises multinationales :

[http://www.ge.ch/statistique/statistiques/domaines/06/06\\_02/apercu.asp](http://www.ge.ch/statistique/statistiques/domaines/06/06_02/apercu.asp)

## Introduction

Tournée vers l'extérieur depuis toujours, Genève voit se créer en 1864 la première des institutions internationales que le canton va abriter : le Comité international de la Croix-Rouge. Genève affirme sa mission internationale lorsqu'elle est choisie comme ville hôte de la Société des Nations, laquelle, après la deuxième guerre mondiale, deviendra l'Organisation des Nations Unies (ONU). Même si son siège principal est transféré à New-York, son siège européen reste à Genève, au Palais des Nations. Cette décision va inciter de nombreuses organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales à s'implanter à Genève. Aujourd'hui, sur 195 pays reconnus par l'ONU de par le monde, 192 en sont membres.

En raison de l'importance du secteur international pour le canton de Genève, l'Office cantonal de la statistique (OCSTAT) a réalisé de nombreuses études sur le sujet. Il conduit notamment, depuis 1978, une enquête annuelle auprès de l'ensemble des organisations internationales gouvernementales (OIG) et des dix plus importantes organisations internationales non gouvernementales (OING) établies dans le canton. L'objectif de l'enquête est de mesurer l'importance de ces organisations et leur évolution en termes d'emplois, de dépenses et d'activité conférencière.

Périodiquement, l'OCSTAT publie des analyses relatives au domaine international à Genève ou sur l'une de ses composantes (organisations internationales gouvernementales, organisations internationales non gouvernementales, ...). La première publication remonte à 1978, la dernière à 2008.

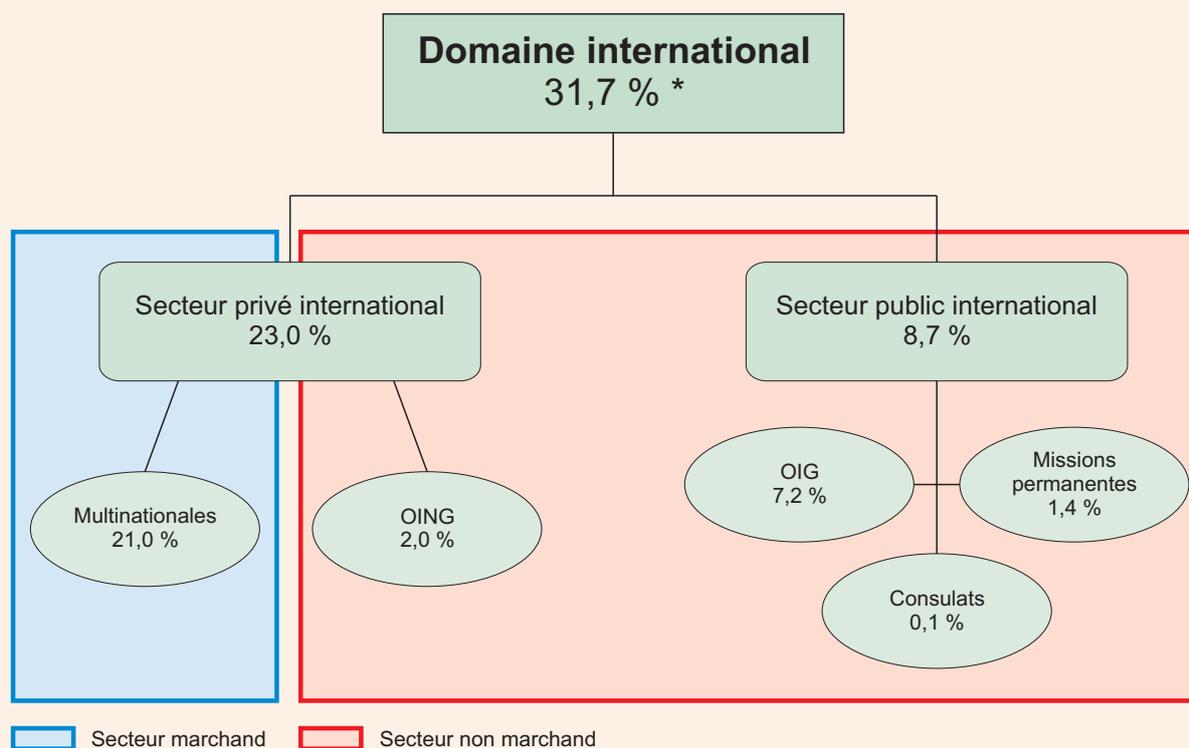
Compte tenu de l'importance du domaine international à Genève et des activités de ce secteur pour l'ensemble de la Suisse, lesquelles sont parfois méconnues, il a été décidé de publier également une version anglaise de la dernière analyse élaborée par l'OCSTAT, afin de lui assurer une plus large accessibilité. Cela explique également qu'elle soit précédée d'un avant-propos du Président du Conseil d'Etat.

Conformément aux principes de la charte de la statistique publique de la Suisse, l'élaboration de cette publication a bénéficié d'une totale indépendance scientifique et les informations statistiques qui y figurent sont établies, présentées et analysées de manière impartiale.

## Domaine international

Le domaine international est composé par l'ensemble des organismes, du secteur privé ou du secteur public, dont l'activité résulte de relations multilatérales entre au moins trois pays. Dans le canton de Genève, trois grandes catégories peuvent être identifiées :

- le secteur public international, qui regroupe les OIG, les missions permanentes, soit les représentations des Etats auprès des OIG, ainsi que les consulats;
- les OING;
- les multinationales.



\* Part dans le total des emplois du canton de Genève, en 2005

Source: Office fédéral de la statistique / Office cantonal de la statistique - Recensement des entreprises

## 1. Les organisations internationales gouvernementales

### 1.1 Emploi

Dans le cadre de l'enquête réalisée par l'OCSTAT, trois catégories de personnel travaillant dans les OIG sont distinguées :

- Les fonctionnaires permanents, qui sont titulaires d'une carte de légitimation délivrée par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette carte remplace l'autorisation de séjour en Suisse et donne droit, selon le statut du poste, à différents privilèges et immunités.
- Les fonctionnaires non permanents, au bénéfice de contrat de durée déterminée, titulaires d'une carte de légitimation.
- Le personnel sans carte de légitimation (stagiaires, consultants, chercheurs du CERN, personnel intérimaire, par exemple).

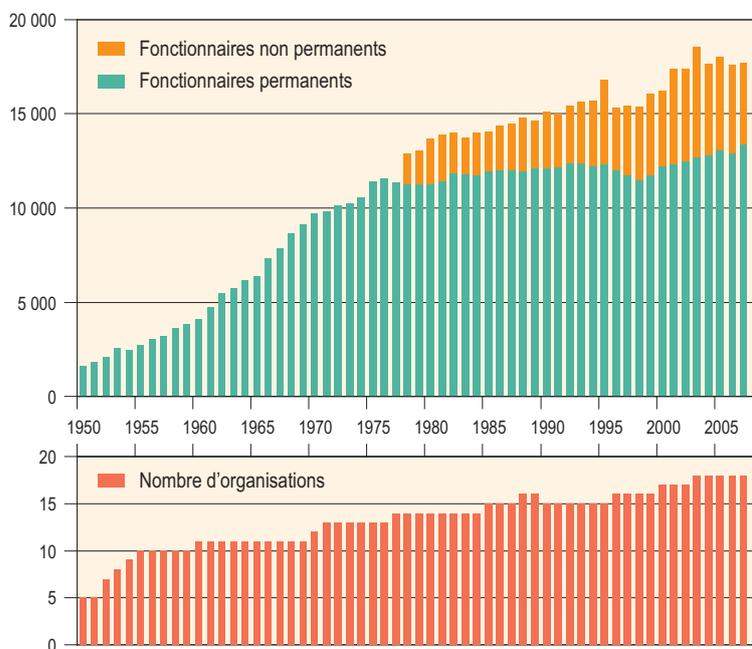
Les premiers chiffres disponibles quant au personnel, et plus particulièrement aux fonctionnaires permanents, des organisations internationales gouvernementales datent de 1950.

A l'époque, cinq OIG étaient actives à Genève (ONU, BIT, OMS, UIT et BIE); elles employaient 1 611 fonctionnaires permanents. En 2008, les dix-huit OIG<sup>1</sup> présentes à Genève emploient 17 571 personnes, dont 13 310 fonctionnaires permanents.

L'importance croissante des relations internationales, l'augmentation du nombre d'organisations et du nombre de pays membres expliquent cette évolution.

La progression du nombre de personnes occupées est principalement liée au développement du nombre de postes de fonctionnaires non permanents. Au bénéfice, pour la majorité d'entre eux, de contrat à court terme, ils représentent une main-d'œuvre pouvant être facilement recrutée en fonction des besoins.

### Organisations internationales établies dans le canton de Genève Nombre d'organisations et personnes occupées, depuis 1950

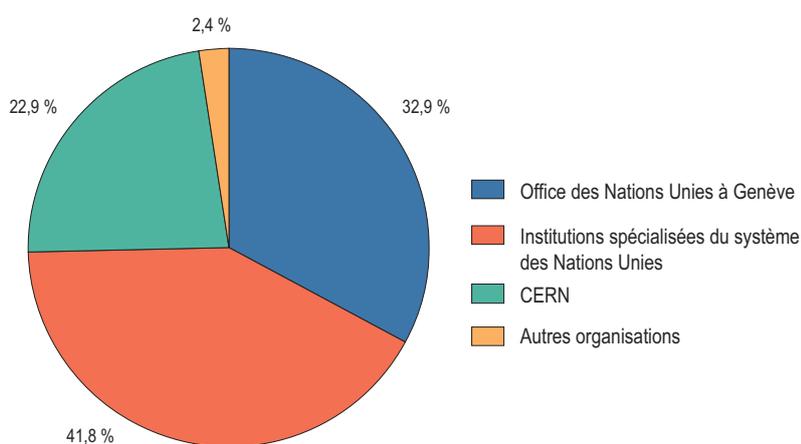


Source : Office cantonal de la statistique - Enquête sur les organisations internationales

### Fonctionnaires permanents des OIG, selon la famille d'organisations, en 2008

Répartition en %

Canton de Genève



Source : Office cantonal de la statistique - Enquête sur les organisations internationales

La famille des Nations Unies, qui groupe l'Office des Nations Unies à Genève et les institutions spécialisées, représente trois quarts des fonctionnaires permanents travaillant dans les OIG à Genève.

La proportion de Suisses employés dans les OIG est en recul : elle passe de 17 % en 1978 à 9 % en 2008. Cette baisse est notamment induite par l'application systématique de quotas géographiques lors du recrutement des employés. Cependant, les Suisses restent «sur-représentés» dans les OIG (la Suisse représente environ 0,1 % de la population mondiale).

Cette forte représentation est principalement avérée dans les services administratifs, postes pour lesquels le

<sup>1</sup> Dans le cadre de l'enquête réalisée par l'OCSTAT, l'Office des Nations Unies à Genève fournit les informations pour l'ensemble des organisations qui lui sont rattachées. Ces organisations n'entrent donc pas dans le dénombrement. Voir la liste des OIG en page 6.

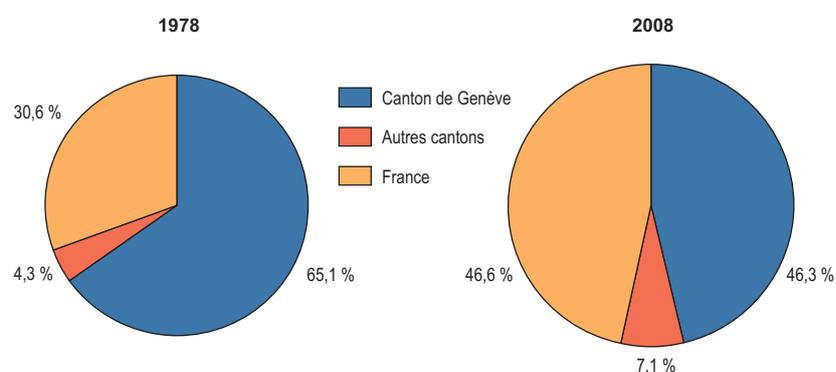
recrutement est effectué de manière plus locale. Cela tient à la fonction d'Etat hôte de la Suisse.

Les fonctionnaires permanents<sup>2</sup> ont une tendance de plus en plus forte à s'établir en France : d'un tiers en 1978, la proportion est proche de 50 % en 2008. Ils sont aujourd'hui autant à résider en France que dans le canton de Genève. La pénurie de logement à Genève explique en partie ce phénomène.

### Fonctionnaires permanents des OIG, selon le lieu de résidence, en 1978 et 2008

Répartition en %

Canton de Genève



<sup>2</sup> Les caractéristiques socio-démographiques des fonctionnaires non permanents ne sont connues que depuis 2003.

Source : Office cantonal de la statistique - Enquête sur les organisations internationales

## Les organisations internationales gouvernementales à Genève ou en Suisse

	Date de création	Siège	
<b>Office des Nations Unies à Genève</b>			
Office des Nations Unies	ONU	1945	New-York
Banque mondiale	BM	1945	Washington
Fonds monétaire international (1)	FMI	1945	Washington
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	FAO	1945	Rome
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture	UNESCO	1945	Paris
Fonds des Nations Unies pour l'enfance	UNICEF	1946	New-York
Commission économique pour l'Europe	CEE-ONU	1947	Genève
Haut commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme	HCDH	1948	Genève
Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient	UNRWA	1949	Amman, Gaza
Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	HCR	1951	Genève
Agence internationale de l'énergie atomique	AIEA	1957	Vienne
Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social	UNRISD	1963	Genève
Programme alimentaire mondial	PAM	1963	Rome
Centre du commerce international	CCI	1964	Genève
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	CNUCED	1964	Genève
Programme des Nations Unies pour le développement	PNUD	1965	New-York
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	ONUDI	1966	Vienne
Corps commun d'inspection	CCI	1966	Genève
Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche	UNITAR	1967	New-York
Fonds des Nations Unies pour la population	FNUAP	1969	New-York
Centre international de calcul	CIC	1971	Genève
Volontaires des Nations Unies	VNU	1971	Bonn
Programme des Nations Unies pour l'environnement	PNUE	1972	Nairobi
Service de liaison des Nations Unies avec les organisations non gouvernementales	NGLS	1975	Genève, New-York
Programme des Nations Unies pour les établissements humains	UN-HABITAT	1978	Nairobi
Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement	UNIDIR	1980	Genève
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	OCHA	1991	Genève, New-York
Commission d'indemnisation des Nations Unies	CINU	1991	Genève
Bureau de service d'appui aux projets des Nations Unies	UNOPS	1995	Copenhague
Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA	ONUSIDA	1995	Genève
Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination	CCS	-	-

### Organisations spécialisées du système des Nations Unies

Union internationale des télécommunications	UIT	1865	Genève
Union postale universelle	UPU	1874	Berne
Bureau international du travail	BIT	1919	Genève
Bureau international d'éducation	BIE	1929	Genève
Organisation mondiale de la santé	OMS	1948	Genève
Organisation météorologique mondiale	OMM	1950	Genève
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle	OMPI	1967	Genève

### Autres organisations internationales

Union interparlementaire	UIP	1889	Genève
Banque des règlements internationaux	BRI	1930	Bâle
Organisation internationale pour les migrations (2)	OIM	1951	Genève
Organisation européenne pour la recherche nucléaire	CERN	1954	Genève
Association européenne de libre-échange	AELE	1960	Genève
Union internationale pour la protection des obtentions végétales	UPOV	1961	Genève
Organisation internationale de protection civile	OIPC	1972	Genève
Bureau international des textiles et de l'habillement	BITH	1984	Genève
Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires	OTIF	1985	Berne
Organisation mondiale du commerce (3)	OMC	1995	Genève
Centre Sud	CS	1995	Genève
Cour de conciliation et d'arbitrage au sein de l'OSCE	-	1995	Genève
Centre consultatif sur la législation de l'OMC	ACWL	2001	Genève
Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme (4)	GFATM	2002	Genève
Agence de coopération et d'information pour le commerce international (4)	ACICI	2004	Genève

(1) Le bureau du FMI à Genève a cessé son activité en 2008.

(2) En 1980, le Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (CIME) devient le Comité intergouvernemental pour les migrations (CIM), puis, en 1989, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

(3) L'OMC succède au GATT en 1995.

(4) Organisations intégrées à l'enquête annuelle en 2009.

## 1.2 Dépenses

En trente ans, les dépenses des OIG ont été multipliées par 1,5 en franc constant. Pour l'année 2007, elles atteignent 4,6 milliards de francs. En 2001, elles ont même dépassé la barre des 5 milliards. A titre de comparaison, en 2007, les charges d'exploitation de l'Etat de Genève sont de 6,9 milliards de francs et les exportations du canton atteignent 12,8 milliards<sup>3</sup>.

En franc constant, les dépenses ne progressent que faiblement jusqu'à l'aube du vingt-et-unième siècle, avant que leur croissance ne s'accélère brutalement. Cette hausse est en grande partie due à l'augmentation des frais de fonctionnement (hors coût salarial) – loyers et équipements informatiques, par exemple.

Dans le cadre de l'enquête, les dépenses sont réparties en deux catégories :

- Les dépenses courantes : versement des salaires et des cotisations sociales, achat de matériel bureautique, consommation d'énergie, frais de voyage, etc. Elles représentent environ 90 % du total.
- Les dépenses d'investissements : achat de biens d'équipement (machines, moyens de transport, notamment), construction de bâtiments, achat de terrains.

<sup>3</sup> Sans les métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités.

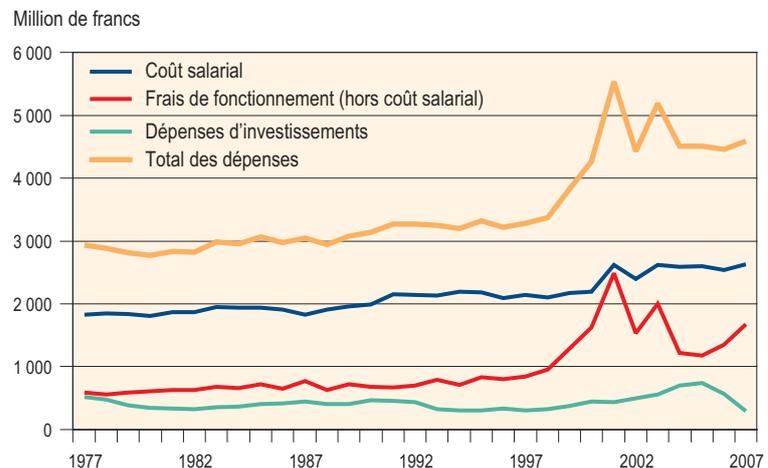
Fortement corrélés, le nombre de personnes employées et le coût salarial – principal poste de dépenses – progressent parallèlement (respectivement + 37 % et + 44 % entre 1977 et 2007). En franc constant, globalement, le salaire annuel brut moyen se situe néanmoins, en 2007 (121 700 francs<sup>4</sup>), à un niveau semblable à celui versé en 1977.

Cette quasi-stabilité est notamment liée à la hausse du nombre de fonctionnaires non permanents, dont le salaire est, en général, plus bas que celui des fonctionnaires permanents, et à l'évolution du dollar – devise utilisée comme référence dans la plupart des organisations – qui s'est fortement déprécié par rapport au franc suisse entre 1977 et 2007.

### Dépenses courantes des OIG, depuis 1977 (1)

En franc constant (de 2007)

Canton de Genève



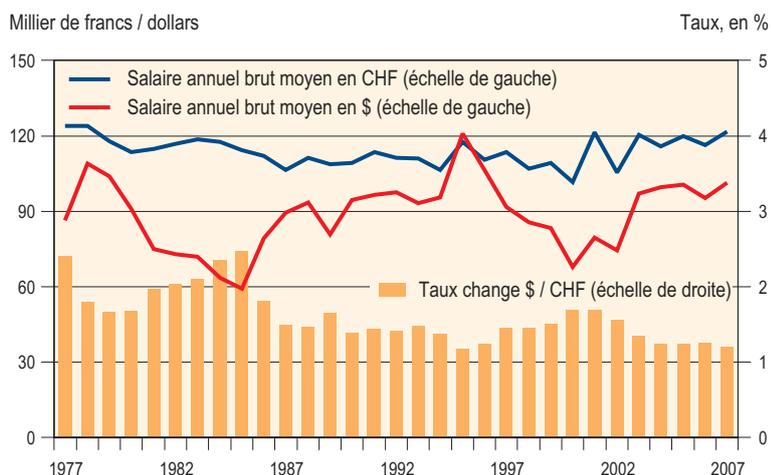
(1) Les fortes dépenses enregistrées en 2001 et 2003 sont en partie dues à une organisation du système des Nations Unies qui a, entre 2000 et 2004, modifié la manière de comptabiliser les dépenses.

Source : Office cantonal de la statistique - Enquête sur les organisations internationales

### Salaires annuels bruts moyens versés par les OIG et taux de change, depuis 1977

En franc et dollar constant (de 2007)

Canton de Genève



Source : Office cantonal de la statistique - Enquête sur les organisations internationales

En dollar constant, le salaire annuel brut moyen est, sur la période, caractérisé par une forte volatilité. En 2007, il est supérieur de 71 % à celui versé en 1985, année plancher, mais inférieur de 16 % à celui de 1995, année plafond.

A titre de comparaison, entre 1977 et 2007, les salaires versés en Suisse ont progressé de 18 %, en termes réels.

<sup>4</sup> De grandes disparités salariales existent selon les organisations du fait des différences de profil des employés. Ainsi, le salaire moyen versé par les organisations qui emploient une importante proportion d'employés moins qualifiés est, parfois nettement, inférieur à celui versé dans d'autres organisations.

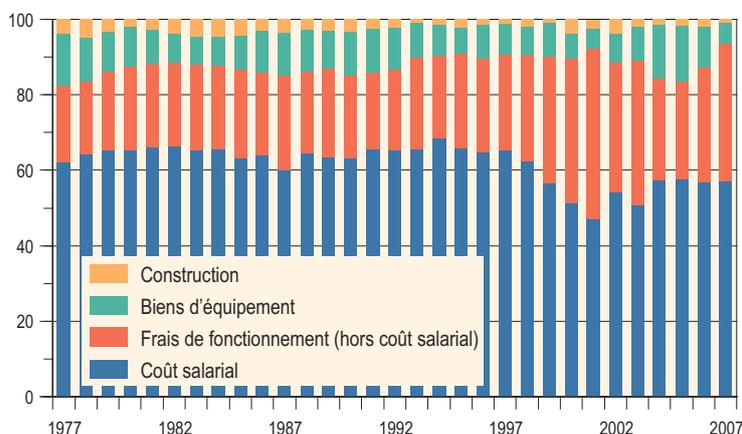
Les dépenses d'investissements, moins importantes en volume et plus volatiles par nature, sont liées au développement des infrastructures des OIG. Ainsi, le développement de l'OMPI au début des années 2000 ou celui du CERN peu après, les ont fait varier fortement.

Il faut noter que les remboursements des prêts accordés par la Fondation des immeubles pour les organisations internationales (FIPOI) pour la construction de nouveaux bâtiments ne sont pas pris en compte dans les dépenses d'investissements.

### Dépenses des OIG selon le type, depuis 1977

Répartition en %

Canton de Genève



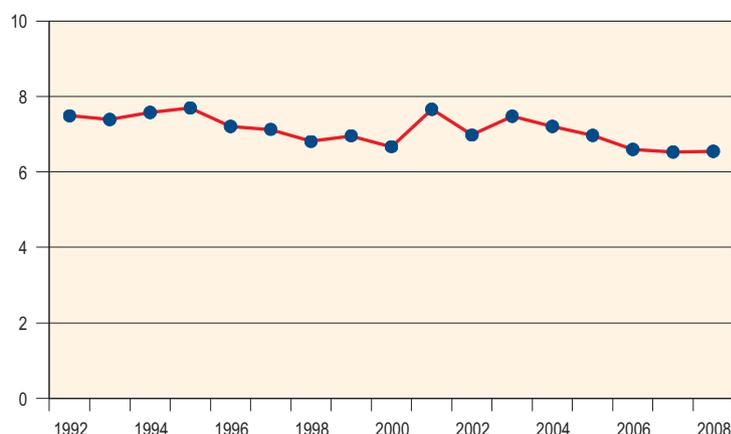
Source : Office cantonal de la statistique - Enquête sur les organisations internationales

### Retombées économiques pour la Suisse

#### Part du secteur public international dans le PIB du canton de Genève, depuis 1992

Chiffres annuels, en %

Canton de Genève



Source : Institut Créa de macroéconomie appliquée / Banque cantonale de Genève / Office cantonal de la statistique

Une partie des dépenses des OIG revient à la Suisse<sup>5</sup>, notamment sous forme de salaires versés aux employés résidant en Suisse<sup>6</sup> et de dépenses d'investissements dont profitent les entreprises suisses. Lors de l'enquête de 2007, ces retombées sont estimées à 2,5 milliards de francs.

Par ailleurs, selon les estimations effectuées par le CREA<sup>7</sup>, le secteur public international contribue, en 2008, à hauteur de 6,5 % du produit intérieur brut (PIB) du canton de Genève, qui se monte à 44,2 milliards de francs.

<sup>5</sup> Dans le cadre de l'enquête annuelle, les organisations doivent estimer, pour chacune des catégories de dépenses, la part revenant à la Suisse.

<sup>6</sup> Les employés résidant en France dépensent également une partie de leur salaire en Suisse. Ces sommes ne sont pas prises en compte dans les montants exprimés ici.

<sup>7</sup> Institut CREA de macroéconomie appliquée de l'Université de Lausanne.

### 1.3 Réunions

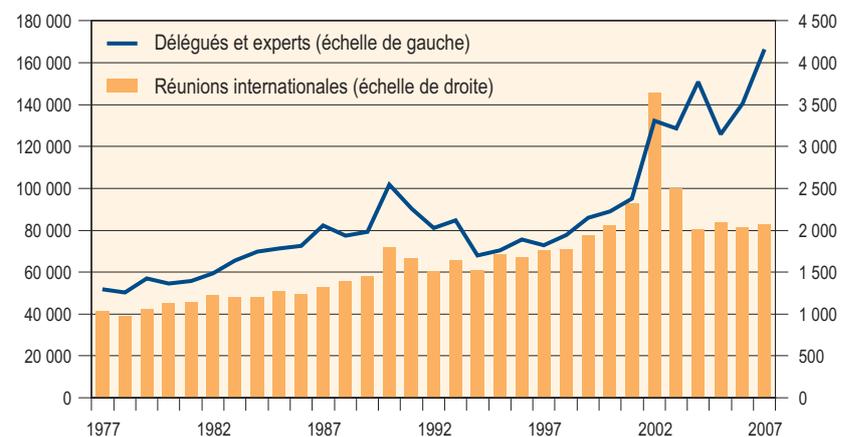
En constante augmentation, l'activité confériencière s'est fortement développée à l'approche du nouveau millénaire. Depuis, plus de 2 000 réunions sont organisées chaque année<sup>8-9</sup>.

Parallèlement à l'accroissement du nombre de pays membres des organisations, l'effectif des délégués participant aux réunions progresse : il dépasse les 150 000 en 2007. Au cours de ces dernières années, le nombre moyen de participants aux réunions tend à augmenter sensiblement.

### Activités confériencières des OIG, depuis 1977

Totaux annuels

Canton de Genève



Source : Office cantonal de la statistique - Enquête sur les organisations internationales

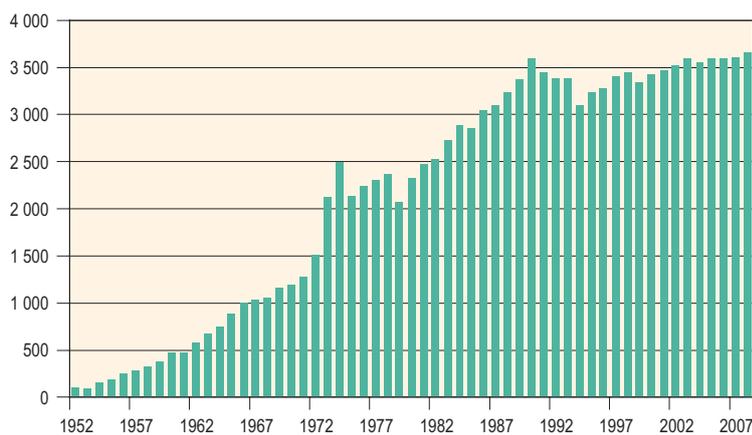
## 2. Les missions permanentes

Les missions permanentes sont des représentations d'Etats accréditées auprès de l'ONU ou d'autres OIG, qui ont pour rôle d'assurer une liaison constante entre leur gouvernement et les OIG.

### Personnes occupées dans les missions permanentes et les autres délégations, depuis 1952

Chiffres annuels

Canton de Genève



Source : Département fédéral des affaires étrangères

Autrement dit, une mission est à une organisation internationale ce qu'une ambassade est au gouvernement du pays auprès duquel elle représente son propre gouvernement. Depuis 1994, les Etats peuvent également ouvrir des représentations séparées auprès de l'OMC et de la Conférence du désarmement.

Sur un total de 192 Etats membres de l'ONU, 162 ont une mission permanente auprès de l'ONU à Genève. Par ailleurs, 32 Etats ont une mission auprès de l'OMC et 14 auprès de la Conférence du désarmement<sup>10</sup>. De plus, d'autres délégations, représentant principalement des groupes de pays, ont un statut d'observateur auprès des organisations. A ce titre, elles peuvent prendre part aux réunions.

Le nombre de personnes employées dans les missions et les autres délégations se monte à 3 661<sup>11</sup> en 2008. La part des Suisses y est de 7 %.

<sup>8</sup> Sont prises en compte les réunions, sessions et conférences internationales, convoquées ou accueillies par les OIG, qui se tiennent à Genève.

<sup>9</sup> Le pic enregistré en 2002 est dû au grand nombre de réunions organisées par l'UIT en vue de la préparation du salon Telecom qui s'est tenu à Genève en 2003.

<sup>10</sup> La plupart des pays qui ont une mission permanente auprès de l'OMC ou de la Conférence du désarmement ont également une mission auprès de l'ONU.

<sup>11</sup> Personnes titulaires de carte de légitimation du DFAE.

### 3. Le secteur public international dans le recensement des entreprises ...

Le secteur public international, à savoir les OIG, les missions permanentes et les consulats, groupe, selon les résultats du recensement des entreprises 2005, 23 340 emplois, soit 8,7 % du total de l'emploi du canton de Genève. Il est ainsi l'une des activités les plus importantes du canton. Les OIG représentent plus de 80 % des emplois du secteur public international.

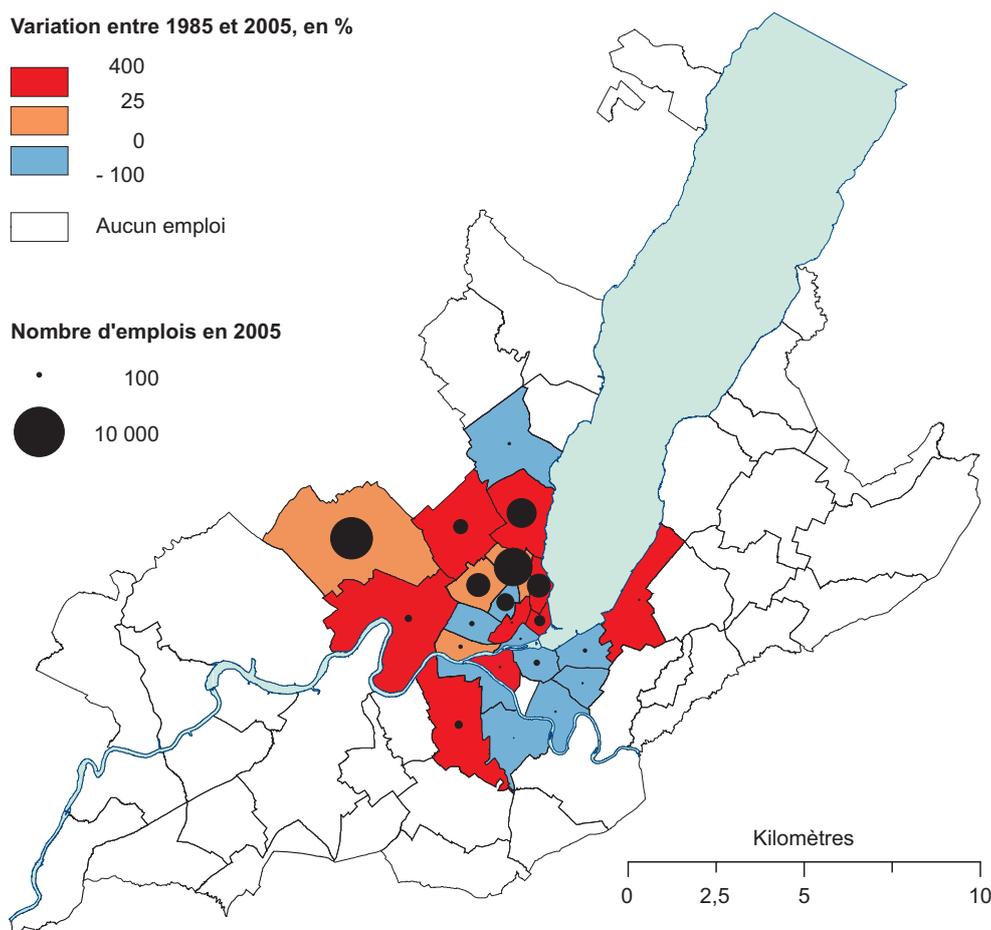
Historiquement établies aux alentours du Palais des Nations, les OIG continuent de se développer dans cette zone. En 1985, elles se concentrent dans ce quartier de la ville de Genève et sur une partie des communes

voisines de Pregny-Chambésy et du Grand-Saconnex. La commune de Meyrin, bien que géographiquement éloignée de ce périmètre, abrite également une importante OIG (le CERN<sup>12</sup>). Toutefois, le rapide développement du secteur public international (augmentation de 26 % des emplois entre 1985 et 2005) incite les OIG à s'établir au-delà du périmètre historique et dans d'autres communes, telles que Lancy et Vernier. Les missions permanentes, qui travaillent en étroite collaboration avec les OIG, s'établissent aux mêmes endroits.

#### Emploi dans le secteur public international, par commune et secteur statistique de la ville, en 2005

Situation en septembre

Canton de Genève



Source : Office fédéral de la statistique / Office cantonal de la statistique - Recensement des entreprises

<sup>12</sup> Une importante partie des installations du CERN se situent en territoire français. Toutefois, dans le cadre des différentes enquêtes mentionnées dans cette étude, l'ensemble des personnes travaillant dans cette organisation sont prises en compte.

Le recensement des entreprises (RE), dont le dernier exercice exploité date de 2005, est une enquête dont l'objectif est de donner, tous les trois à quatre ans, une image de la structure économique de la Suisse et de ses régions. L'une des particularités du RE est de fournir des informations géo-localisées. Un recensement a été réalisé en septembre 2008. Ses premiers résultats seront disponibles fin 2009.

Le secteur public international ne fait pas partie du champ initial de l'enquête menée par l'Office fédéral de la statistique (OFS). Cependant, afin d'obtenir une vision complète de la situation économique du canton de Genève, l'OCSTAT effectue un recensement complémentaire pour le secteur public international.

### ... dans la population résidente du canton de Genève ...

Une importante partie des employés du secteur public international réside sur le territoire du canton de Genève : en incluant les membres de leur famille, ils forment un groupe de 23 000 personnes, soit 13 % de l'ensemble de la population étrangère du canton. Cette population est formée d'une grande diversité de nationalités : sur les 192 pays membres de l'ONU, 186 sont représentés à Genève. Certains pays sont représentés uniquement par des personnes travaillant dans le secteur public international, notamment la mission permanente de leurs pays.

Même s'ils sont souvent appelés à se déplacer au cours de leur parcours professionnel, les fonctionnaires internationaux effectuent des séjours à Genève de durée relativement longue (7 ans en moyenne). L'ensemble des étrangers résidant actuellement dans le canton y séjournent depuis 15 ans en moyenne. Cependant, la moyenne est tirée vers le haut par les personnes titulaires d'un permis d'établissement (permis C). En les écartant, elle passe à 5 ans.

#### Population résidente étrangère et principales nationalités du secteur public international, en 2008

Situation au 31 décembre	Canton de Genève		
	Population étrangère	dont fonctionnaires internationaux (1)	Part des fonctionnaires internationaux, en %
France	23 433	1 333	5,7
Etats-Unis d'Amérique	4 592	1 307	28,5
Russie	2 990	1 244	41,6
Philippines	1 596	1 056	66,2
Royaume-uni	6 720	962	14,3
Italie	20 328	905	4,5
Inde	1 869	782	41,8
Allemagne	5 161	765	14,8
Espagne	13 640	642	4,7
Canada	1 696	596	35,1
Chine	1 352	567	41,9
Autres	93 013	12 906	13,9
<b>Total</b>	<b>176 390</b>	<b>23 065</b>	<b>13,1</b>

(1) Y compris les membres de la famille et le personnel de maison.

Source : Office cantonal de la statistique - Statistique cantonale de la population

### ... et dans le reste de la Suisse

En Suisse, le secteur public international n'est pas exclusivement concentré à Genève. Deux OIG sont présentes à Berne (l'Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires et l'Union postale universelle) et une à Bâle (la Banque des règlements internationaux). De taille moins importante que les principales institutions sises à Genève, elles emploient, à elles trois, 781 fonctionnaires permanents et engendrent des dépenses

à hauteur de 300 millions de francs. Par ailleurs, plusieurs villes du pays, en premier lieu Berne, abritent des ambassades ou des consulats.

Malgré cela, Genève est de loin le pôle le plus important du pays pour le secteur public international : plus de neuf fonctionnaires internationaux sur dix travaillent dans le canton.

## 4. Les organisations internationales non gouvernementales

### 4.1 Dans l'enquête annuelle

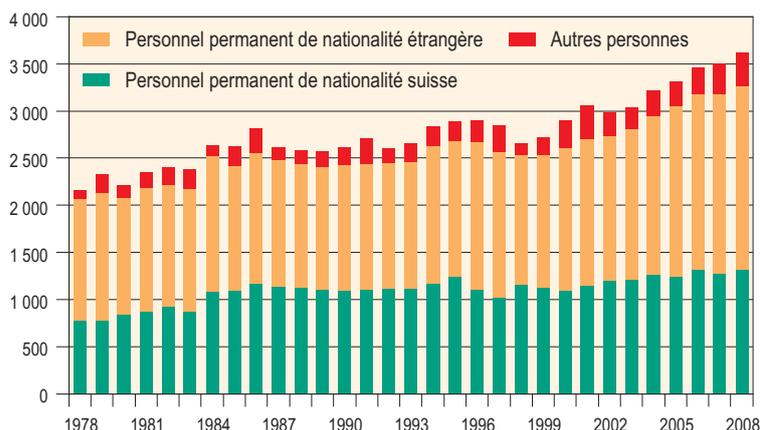
Le nombre d'organisations internationales non gouvernementales (OING) actives dans le canton de Genève oscille, selon les critères retenus, entre cent et trois cents. Au vu de la difficulté de les recenser de manière exhaustive, l'OCSTAT ne suit, dans le cadre de son enquête annuelle, que les dix plus importantes en termes d'emplois<sup>13</sup>.

Dans le sillage du développement des OIG, avec lesquelles les OING collaborent parfois étroitement, le nombre de personnes employées dans les dix principales OING augmente régulièrement au cours des trente dernières années, pour atteindre 3 600 personnes en 2008. Non soumis à quotas, le recrutement des OING se fait en grande partie localement. Ainsi, 40 % des employés sont suisses et 80 % résident en Suisse.

### Personnes occupées dans les dix principales OING, selon le statut et l'origine, depuis 1978

Totaux annuels

Canton de Genève



Source : Office cantonal de la statistique - Enquête sur les organisations internationales

## Les principales organisations internationales non gouvernementales à Genève

		Date de création	Siège
Comité international de la Croix-Rouge	CICR	1863	Genève
Commission électrotechnique internationale	CEI	1906	Genève
Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge	FISCR	1919	Genève
Fondation de l'école internationale de Genève	FEIG	1924	Genève
Institut Battelle (1)		1929	Columbus
Association du transport aérien international	IATA	1945	Montréal
Fédération luthérienne mondiale (1)	FLM	1947	Genève
Organisation internationale de normalisation	ISO	1947	Genève
Conseil oecuménique des églises	COE	1948	Genève
Union internationale des transports routiers (2)	IRU	1948	Genève
Union européenne de radio-télévision	UER	1950	Genève
World Economic Forum (2)	WEF	1971	Genève

(1) Fait partie des 10 plus importantes OING jusqu'en 2002.

(2) Fait partie des 10 plus importantes OING depuis 2003.

<sup>13</sup> En 1978, les dix OING prises en compte occupaient toutes plus de 100 personnes, les autres OING actives à Genève étant nettement plus petites. Au fil du temps, la situation a évolué et deux des dix OING participant à l'enquête ont glissé dans les «viennent ensuite», tandis que, parallèlement, deux autres, qui ne participaient pas à l'enquête, font désormais partie des dix plus importantes. Ces dernières sont interrogées depuis 2003.

Multipliées par deux en trente ans, en franc constant, les dépenses engendrées par l'activité des dix principales OING se montent à 777 millions de francs en 2007. Cette évolution est, comme pour les OIG, en grande partie due à l'augmentation des frais de fonctionnement (hors coût salarial).

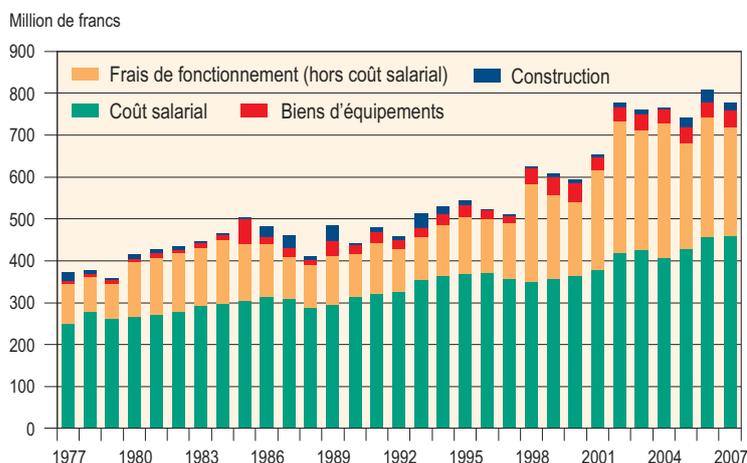
Les salaires annuels bruts ne progressant (+ 80 % en franc constant) que légèrement plus fortement que le nombre de personnes employées (+ 68 %), le salaire annuel brut moyen (101 600 francs en 2007) n'augmente que faiblement en trente ans. En dollar constant – devise utilisée comme référence dans certaines organisations – le salaire annuel brut moyen est, comme pour les OIG, caractérisé par une forte volatilité, sur la période. En 2007, il est supérieur de 94 % à celui versé en 1985, année plancher, mais inférieur de 18 % à celui de 1995, année plafond<sup>14</sup>.

L'activité confériencière des OING est intense : elles organisent autant de réunions et de conférences que les OIG.

### Dépenses courantes des dix principales OING, depuis 1977

En franc constant

Canton de Genève



Source : Office cantonal de la statistique - Enquête sur les organisations internationales

Cependant, la durée comme le nombre de délégués y participant sont nettement inférieurs. Les réunions des OING durent, en moyenne, un jour, contre cinq pour les OIG, et le nombre moyen de délégués est de 13, contre plus de 50.

## 4.2 Dans le recensement des entreprises

### Entreprises et taille moyenne des entreprises, en 2005 (1)

Situation en septembre

Canton de Genève

	OING			Ensemble de l'économie		
	Nombre	Répartition, en %	Taille moyenne	Nombre	Répartition, en %	Taille moyenne
Moins de 2 emplois	16	13,2	2	8 165	41,7	1
De 2 à moins de 5 emplois	23	19,0	4	6 060	31,0	3
De 5 à moins de 10 emplois	23	19,0	8	2 569	13,1	8
de 10 à moins de 20 emplois	24	19,8	18	1 300	6,6	15
De 20 à moins de 50 emplois	19	15,7	35	875	4,5	34
De 50 à moins de 250 emplois	11	9,1	156	476	2,4	116
250 emplois ou plus	5	4,1	460	118	0,6	960
<b>Total</b>	<b>121</b>	<b>100,0</b>	<b>45</b>	<b>19 563</b>	<b>100,0</b>	<b>14</b>

(1) La taille de l'entreprise est déterminée par le nombre total d'emplois équivalent plein temps.

Source : Office fédéral de la statistique / Office cantonal de la statistique - Recensement des entreprises

Pour être prise en compte dans le cadre du recensement des entreprises, un établissement doit être en activité au moins 20 heures par semaine. Cette définition s'applique également aux OING. En 2005, sur la base de ce critère, 121 OING sont recensées. Elles emploient 5 425 personnes, soit 2,0 % de l'ensemble des emplois du canton. A titre de comparaison, selon les résultats du recensement des entreprises de 1998, 118 OING étaient actives dans le canton de Genève. Elles regroupaient 3 849 emplois.

Les dix organisations interrogées chaque année lors de l'enquête de l'OCSTAT, qui sont toutes de taille supérieure à 50 emplois équivalent plein temps, représentent 60 % du total des emplois des OING.

<sup>14</sup> A titre de comparaison, en Suisse, les salaires ont progressé de 18 % en termes réels, sur cette période (1977 - 2007).

Dans l'ensemble, les OING actives à Genève ont fréquemment, de par leur statut et leur portée internationale, une taille plus grande que les autres établissements recensés : 13 % d'entre elles comptent 50 emplois équivalent plein temps ou plus, contre 3 % dans l'ensemble de l'économie.

Le reste est constitué soit par des organisations plus petites, soit par des représentations d'organisations plus importantes, dont le siège est ailleurs.

De par leur forme juridique – les OING sont des associations ou des fondations – il n'est pas étonnant qu'une majorité d'entre elles soient actives dans les *activités associatives*. Même si, habituellement, les OING sont souvent associées à la cause humanitaire, les *œuvres de bienfaisance et organisations caritatives* ne sont, en termes d'emploi, que la deuxième branche dans laquelle s'illustrent les OING.

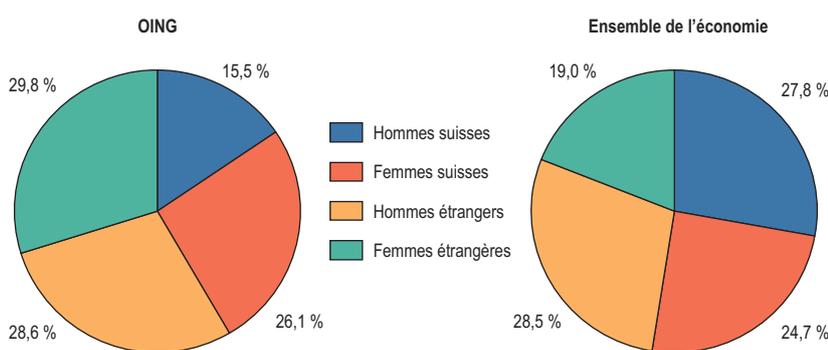
### Entreprises et emplois, par activité économique, en 2005

	Canton de Genève			
	OING		Ensemble de l'économie	Part des OING, en %
	Nombre	Emplois	Emplois	Emplois
Services aux entreprises	9	379	38 738	1,0
Enseignement	5	824	17 580	4,7
Oeuvres de bienfaisance et organisations caritatives	16	1 628	6 509	25,0
Activités associatives	91	2 594	10 089	25,7
<i>dont organisations économiques, patronales et professionnelles;</i>				
<i>syndicats de salariés</i>	19	1 455	1 816	80,1
<i>organisations religieuses</i>	8	345	921	37,5
<b>Total</b>	<b>121</b>	<b>5 425</b>	<b>269 274</b>	<b>2,0</b>

Source : Office fédéral de la statistique / Office cantonal de la statistique - Recensement des entreprises

### Répartition des emplois selon le sexe et l'origine, en 2005

Situation en septembre Canton de Genève



Source : Office fédéral de la statistique / Office cantonal de la statistique - Recensement des entreprises

A l'inverse de la situation enregistrée dans l'ensemble de l'économie, où elles représentent 44 % des emplois, les femmes sont majoritaires dans les OING (56 %). De plus, elles y occupent plus souvent des postes à plein temps.

## 5. Les multinationales

Afin de dresser un portrait complet du secteur international à Genève, il est nécessaire d'évoquer les multinationales. La seule source statistique permettant d'étudier cette question est le recensement des entreprises (RE). Cependant, en raison de modifications dans les règles d'accessibilité aux résultats de ce relevé, l'étude des entreprises multinationales n'a pas pu être réalisée sur la base du RE 2005, dernier recensement exploité. Les derniers chiffres disponibles sur ce sujet proviennent du RE 2001<sup>15</sup>.

En 2001, 596 entreprises multinationales et filiales de multinationales étaient actives dans le canton de Genève. Elles comptaient 56 812 emplois, soit 30 % de l'ensemble des emplois du secteur privé du canton,

dont une petite moitié dans des multinationales dont le siège social est basé en Suisse.

En dix ans, entre 1991 et 2001, l'importance des entreprises multinationales dans l'économie genevoise s'est accrue. Tant le nombre d'entreprises que le nombre d'emplois ont augmenté plus fortement dans les multinationales que dans le reste de l'économie.

En 2010, l'OCSTAT prévoit d'effectuer une nouvelle étude des entreprises multinationales, sur la base des résultats du recensement des entreprises de 2008.

<sup>15</sup> *Les multinationales à Genève. Recensement fédéral des entreprises 2001*, Office cantonal de la statistique, Communications statistiques n° 16, Genève, avril 2004.

# Studies and documents

## The international sphere in Geneva

*Results of the annual survey of international organisations and other sources*

<b>Contents</b>	Page
Foreword .....	18
Introduction .....	19
1. Intergovernmental organisations .....	20
1.1 Employment .....	20
1.2 Expenses .....	23
1.3 Meetings .....	26
2. Permanent missions .....	26
3. The international sector in the enterprises census .....	27
... in the population residing in the canton of Geneva .....	28
... and in the rest of Switzerland .....	28
4. International non governmental organisations .....	29
4.1 In the annual survey .....	29
4.2 In the enterprises census .....	30
5. Multinationals .....	32

## Foreword

Since the signing, in 1864, of the First Geneva Convention, the growth of what is now known as International Geneva has been astounding. From one small nongovernmental organisation (NGO) worried about the plight of the wounded on the battlefield, there is now a dense network of organisations dealing with every significant challenge in the world today. To the concern over armed conflicts, have been added concerns for migration, climate change, public health, decent labour conditions, international trade and with the European Organisation for Nuclear Research (CERN), even the understanding of the laws of the universe.

International Geneva is a place for universal dialogue. It is here that are defined the rules and the programmes to promote a safer, a more prosperous and a fairer world. Geneva hosts one of the three sides of a «new triangle of global governance», the emergence of which was recently announced by the Director General of WTO, Pascal Lamy. The other two sides of the triangle are the G20, for the political leadership, and the G-192, the UN, providing a universal forum for accountability.

If International Geneva is important for the world, it is also for Switzerland. Since joining the United Nations (UN) in 2002, the Confederation has gained in importance and in international visibility, highlighting the welcoming role of Switzerland as host country to many intergovernmental organisations, conferences and meetings. As home to many international organisations and institutions, Geneva fully participates in the carrying out of this policy. International Geneva enables Switzerland to reach influence on international relations and participates in achieving foreign policy goals.

Although this is not well known, International organisations, NGOs and permanent missions have a significant impact on Geneva's economy. That is why, for over 30 years now, the Geneva Cantonal Statistical Office has carried out an annual survey to measure this activity. The graphics shown in this study illustrate how International Geneva develops and what Geneva would lose if this activity should decline. Even if the risk does not look immediate, it is real. The mechanisms of global governance are changing.

On the impulse of political or economic imperatives, organisations appear and disappear, centralise or decentralise, merge and divide. In this context, other cities are quite prepared to invest considerable resources to gain an international presence.

International Geneva continues to attract from afar, and our guests appreciate living and working conditions in Geneva. But International Geneva is by no means definitively established, and for the local authorities, inaction is not an option.

Priorities are clear, and on the basis of elements of high quality statistical information, such as those included in this study, nothing less than determined commitment is advisable. Thus the influence of the International Geneva all over the world should be strengthened, including through support to its weaker members. Fast changing issues, like the environmental ones, must receive special attention, with concrete and coordinated support.

It is an honour to be the home to the International Geneva and it is an opportunity. It is also a responsibility. It is up to our canton and our country to show that we deserve their presence.



David HILER

President of the Geneva State Council

## To learn more about the international sphere

### Publications of the Geneva Cantonal Statistical Office (hereafter cited as the OCSTAT)

*Les organisations internationales à Genève* (International organisations in Geneva). *Résultats de l'enquête 2008* (Results of the 2008 survey). Résultats statistiques (Statistical results) n° 2008/13, Geneva, December 2008, 2 pages.

*Les missions permanentes et les consulats établis à Genève* (Permanent Missions and Consulates based in Geneva). Coup d'œil n° 18, Geneva, May 2004, 2 pages.

*Les multinationales à Genève* (Multinationals in Geneva). *Recensement fédéral des entreprises 2001* (Swiss Federal Enterprises Census 2001). Communications statistiques n° 16, Geneva, April 2004, 12 pages.

### On the OCSTAT Web site

Methodology and definitions used during surveys, tables of detailed results as well as the publications may be consulted on the OCSTAT Internet site.

International organisations :

[http://www.ge.ch/statistique/statistiques/domaines/06/06\\_06/apercu/asp](http://www.ge.ch/statistique/statistiques/domaines/06/06_06/apercu/asp)

Multinational enterprises :

[http://www.ge.ch/statistique/statistiques/domaines/06/06\\_02/apercu/asp](http://www.ge.ch/statistique/statistiques/domaines/06/06_02/apercu/asp)

## Introduction

Always looking outwards, Geneva, in 1864, witnessed the creation of the first international institution in the canton : the International Committee of the Red Cross. Geneva asserted its international mission when it was chosen as the host city for the League of Nations which, after the Second World War, became the United Nations (UN). Even though its head office was transferred to New York, its European Office remains in Geneva at the Palais des Nations. This decision prompted numerous intergovernmental and non governmental organisations to base themselves in Geneva. Today, out of 195 countries recognized by the UN all over the world, 192 are members.

Because of the importance of the international sector for the canton of Geneva, the OCSTAT has done many studies on the subject. In particular, since 1978, an annual survey is carried out covering all the intergovernmental organisations (hereafter cited as IGOs) and the ten most important international non governmental organisations (hereafter cited as INGOs) based in the canton. The purpose of the survey is to measure the importance of these organisations and their development in terms of employment, expenses and conference activity.

Regularly, the OCSTAT publishes analysis on the international sphere in Geneva or on one of its organisations (international governmental organisations, international non-governmental organisations, ...). The first was published in 1978, the most recent in 2008.

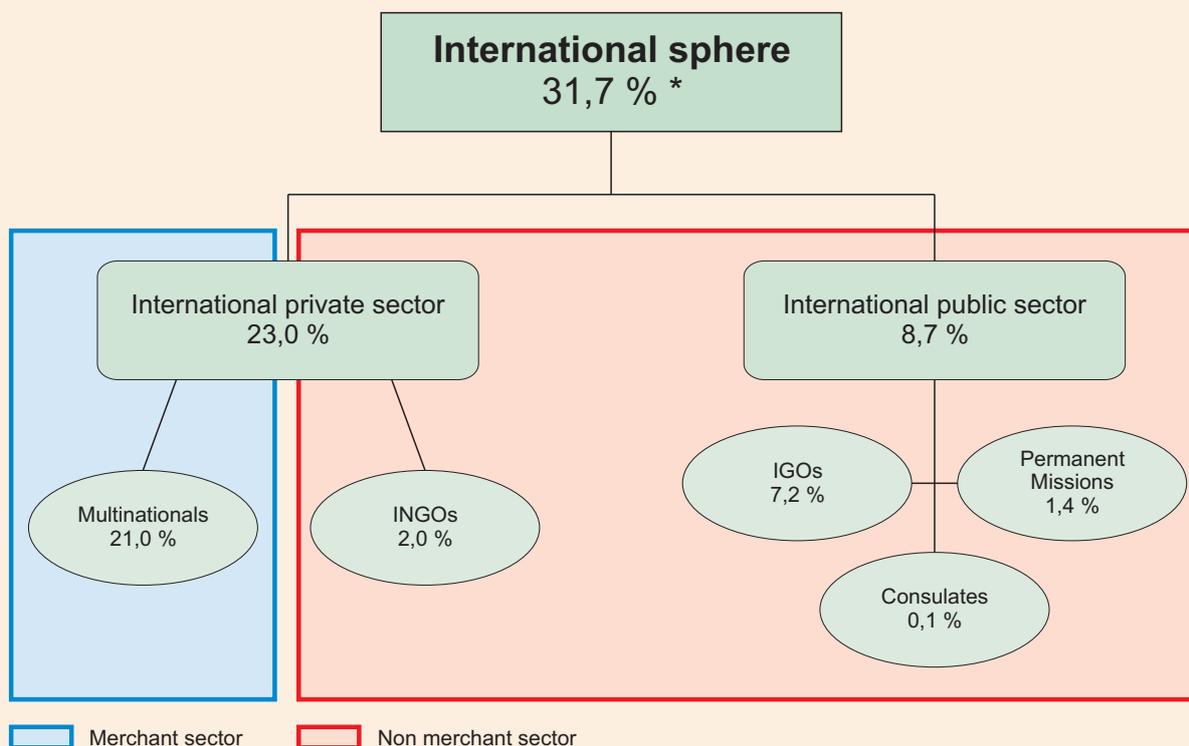
Considering the importance of international affairs in Geneva and the activities in this sector for the whole of Switzerland, which are sometimes overlooked, it was decided to publish an English version of the latest analysis presented by the OCSTAT, so as to offer a wider access. It is for that reason that it is preceded by a foreword by the President of the State Council.

According to the Ethics Board of Swiss Public Statistics' principles, research for this publication was granted full scientific independence. The impartiality of the statistical information hereby collected, presented and reviewed, is therefore guaranteed.

### International sphere

The international sphere takes into account all the organisations in the private or in the public sector whose activity results in multilateral relationships between at least three countries. In the canton of Geneva, three large categories may be identified :

- the international public sector, grouping together the IGOs, permanent missions, state representatives to IGOs, as well as consulates;
- the INGOs;
- the multinationals.



\* Proportion of total employment in the canton of Geneva, in 2005

Source: Swiss Federal Statistical Office / Geneva Cantonal Statistical Office - Enterprises census

## 1. Intergovernmental organisations

### 1.1 Employment

In the structure of the survey carried out by the OCSTAT, three categories of personnel working in IGOs may be distinguished :

- Permanent officials, who are holders of a legitimization card issued by the Swiss Federal Department of Foreign Affairs (FDFA). This card replaces the residence and work permit for Switzerland, and authorizes, according to the post's status, various privileges and immunities.
- Non permanent officials, with a contract of a specific duration, holders of a legitimization card.
- Staff without legitimization cards (e.g., trainees, consultants, CERN researchers, temporary staff, for example).

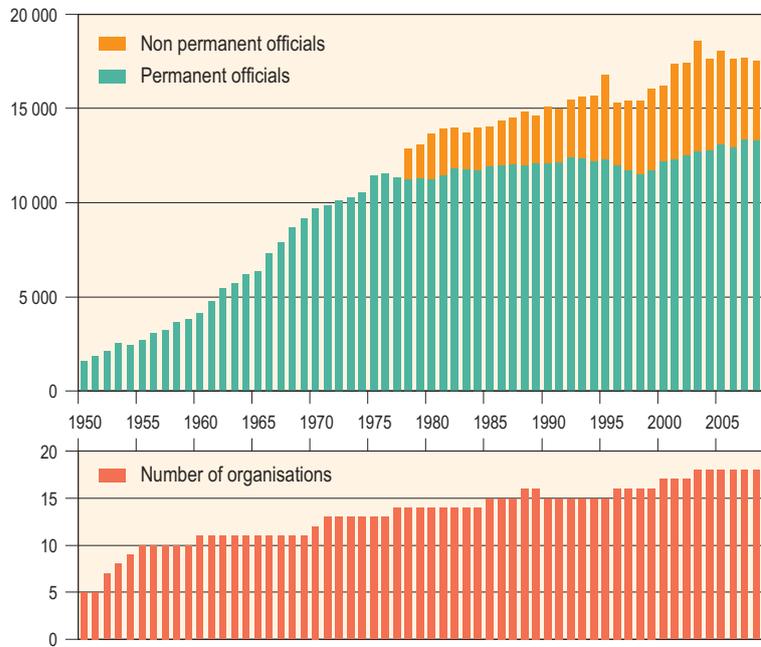
The first figures available for staff, and, in particular, for permanent officials in intergovernmental organisations, date from 1950.

At the time, five IGOs were active in Geneva (UN, ILO, WHO, ITU and IBE); they employed 1 611 permanent officials. In 2008, the eighteen IGOs<sup>1</sup> present in Geneva employed 17 571 persons, including 13 310 permanent officials.

The growing importance of international relations, the increase in the number of organisations and of member countries explain this development.

The progression in the number of persons working is mainly linked to the development in the number of non permanent official posts. Holding, in the majority of cases, a short-term contract, they represent labour which can easily be recruited as required.

**International organisations based in Geneva**  
**Number of organisations and persons employed, since 1950**

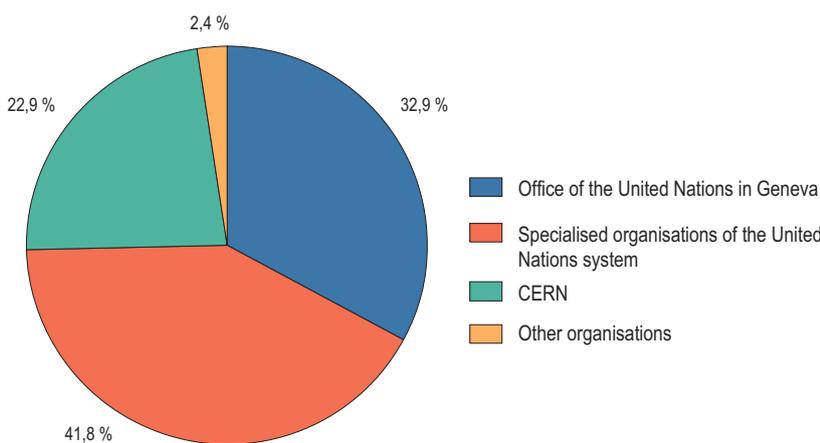


Source : Geneva Cantonal Statistical Office - International organisation survey

**IGO permanent officials on the basis of the family of organisations, in 2008**

Distribution by %

Canton of Geneva



Source : Geneva Cantonal Statistical Office - International organisation survey

The United Nations family, associating the United Nations Office in Geneva and the specialised agencies, represents three-quarters of the permanent officials working in IGOs in Geneva.

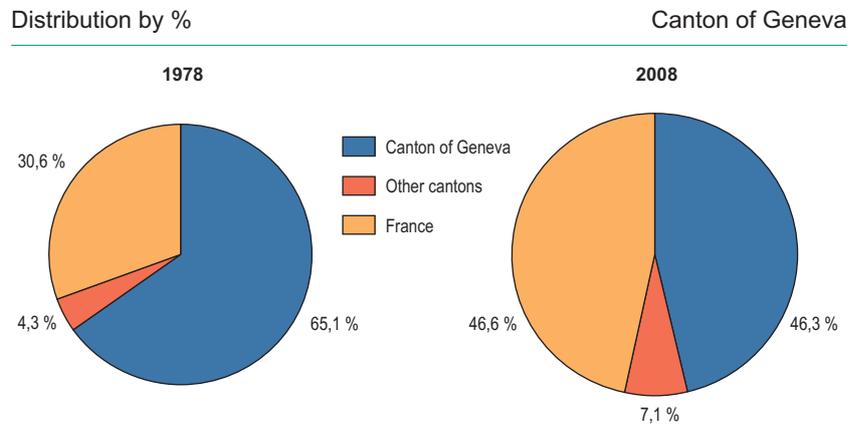
The proportion of Swiss employed in the IGOs is decreasing; it went from 17 % in 1978 to 9 % in 2008. This decrease is, in particular, caused by the application of geographical quotas when employees are recruited. However, the Swiss remain «over-represented» in the IGOs (Switzerland represents 0,1% of the world population).

This strong representation is mainly to be found in the administrative services, posts for which recruitment is carried out on a more local basis. This comes from Switzerland being the host state.

<sup>1</sup> In the case of the OCSTAT survey, the United Nations Office in Geneva provides information about all the organisations associated with it. These organisations thus do not enter into the numbering. See list of IGOs on page 22.

Permanent officials<sup>2</sup> tend more and more to live in France – from one-third in 1978, the proportion is close to 50 % in 2008. Today, there are as many living in France as in the canton of Geneva. The lack of housing in Geneva partly explains this phenomenon.

**IGO permanent officials, according to their place of residence, in 1978 and 2008**



<sup>2</sup> Socio-demographic characteristics for non permanent officials are only known since 2003.

Source : Geneva Cantonal Statistical Office - International organisation survey

**Intergovernmental organisations in Geneva or in Switzerland**

		Date of creation	Headquarters
<b>United Nations Office in Geneva</b>			
United Nations Office	UNO	1945	New-York
World Bank	WB	1945	Washington
International Monetary Fund (1)	IMF	1945	Washington
UN Food and Agriculture Organisation	FAO	1945	Rome
UN Educational Scientific & Cultural Organisation	UNESCO	1945	Paris
UN Children's Fund	UNICEF	1946	New-York
UN Economic Commission for Europe	UNECE	1947	Geneva
UN High Commissioner for Human Rights	HCHR	1948	Geneva
UN Relief & Works Agency for Palestinian Refugees in the Near East	UNRWA	1949	Amman, Gaza
UN High Commissioner for Refugees	HCR	1951	Geneva
International Atomic Energy Agency	IAEA	1957	Vienna
UN Research Institute for Social Development	UNRISD	1963	Geneva
World Food Programme	WFP	1963	Rome
International Trade Center	ITC	1964	Geneva
UN Conference on Trade and Development	UNCTAD	1964	Geneva
UN Development Programme	UNDP	1965	New-York
UN Industrial Development Organisation	UNIDO	1966	Vienna
Join Inspection Unit	JIU	1966	Geneva
UN Institute for Training and Research	UNITAR	1967	New-York
UN Population Fund	UNFPA	1969	New-York
International Computing Center	ICC	1971	Geneva
UN Volunteers	UNV	1971	Bonn
UN Environment Programme	UNEP	1972	Nairobi
Non Governmental Organisations Liaison Service	NGLS	1975	Geneva, New-York
UN Center for Habitat	HABITAT	1978	Nairobi
UN Institute for Disarmament Research	UNIDIR	1980	Geneva
Office of Coordination for Humanitarian Affairs	OCHA	1991	Geneva, New-York
UN Compensation Commission	UNCC	1991	Geneva
UN Office for Project Services	UNOPS	1995	Copenhagen
Joint UN Programme on HIV/AIDS	UNAIDS	1995	Geneva
UN System Chief Executive Board for Coordination	CEB-CCS	-	-

### Specialised Agencies of the Nations System

International Telecommunication Union	ITU	1865	Geneva
Universal Postal Union	UPU	1874	Bern
International Labour Office	ILO	1919	Geneva
International Bureau of Education	IBE	1929	Geneva
World Health Organisation	WHO	1948	Geneva
World Meteorological Organisation	WMO	1950	Geneva
World Intellectual Property Organisation	WIPO	1967	Geneva

### Other International Organisations

Inter-Parliamentary Union	UIP	1889	Geneva
Bank for International Settlements	BIS	1930	Basel
International Migration Organisation (2)	IMO	1951	Geneva
European Organisation for Nuclear Research	CERN	1954	Geneva
European Free Trade Association	EFTA	1960	Geneva
International Union for the Protection of New Varieties of Plants	UPOV	1961	Geneva
International Civil Protection Organisation	ICPO	1972	Geneva
International Office for Textiles and Clothing	IOTC	1984	Geneva
Intergovernmental Rail Transport Organisation	IRTO	1985	Bern
World Trade Organisation (3)	WTO	1995	Geneva
South Center	SC	1995	Geneva
OSCE Conciliation and Arbitration Court	-	1995	Geneva
Consultative Legislation Center of the WTO	ACWL	2001	Geneva
Global Fund to fight AIDS, Tuberculosis and Malaria (4)	GFATM	2002	Geneva
Cooperation and Information Agency for International Trade	CIAIT	2004	Geneva

(1) The IMF office in Geneva closed in 2008.

(2) In 1980, the Intergovernmental Committee for European Migration (ICEM) became the Intergovernmental Committee for Migration (ICM), then, in 1989, the International Migration Organisation (IMO).

(3) The WTO replaced GATT in 1995.

(4) Organisations included in the 2009 annual review.

## 1.2 Expenses

In thirty years, expenses for IGOs have multiplied by 1,5 in constant franc. For the year 2007, they reached 4,6 billion francs. In 2001, they were even higher than 5 billion. By comparison, in 2007, operational costs for the State of Geneva were 6,9 billion francs and exports from the canton reached 12,8 billion<sup>3</sup>.

In constant franc, expenses only increased slightly up to the beginning of the twenty-first century, at which time the rate suddenly quickened. This growth is mainly due to the increase in operating expenses (apart from salary costs), – rents and computer equipment, for example.

In this survey, expenses are subdivided into two categories :

- Current expenses : payment of salaries and employer deductions, office material, energy consumption, travel expenses, etc. They represent about 90 % of the total.
- Investment expenses : equipment purchases (machines, means of transport, in particular), building construction, land purchases.

<sup>3</sup> Not including precious metals, gemstones, art and antiques.

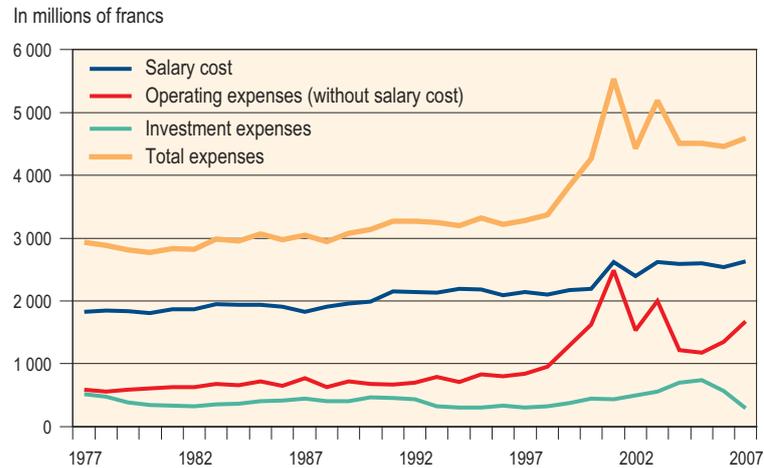
Strongly correlated, the number of persons employed and salary costs – the main expense item – progress in parallel (respectively, + 37 % and + 44 % between 1977 and 2007). In constant francs, globally, gross average annual salary is nevertheless in 2007 (121 700 francs<sup>4</sup> at a level similar to that paid in 1977.

This near-stability is particularly linked to the increase of the number of non permanent officials, whose salaries are, generally lower than those of permanent officials, and to the evolution of the dollar – currency used as a reference in most organisations – which has greatly depreciated with reference to the Swiss franc between 1977 and 2007.

**IGO current expenses, since 1977 (1)**

In constant franc (2007)

Canton of Geneva



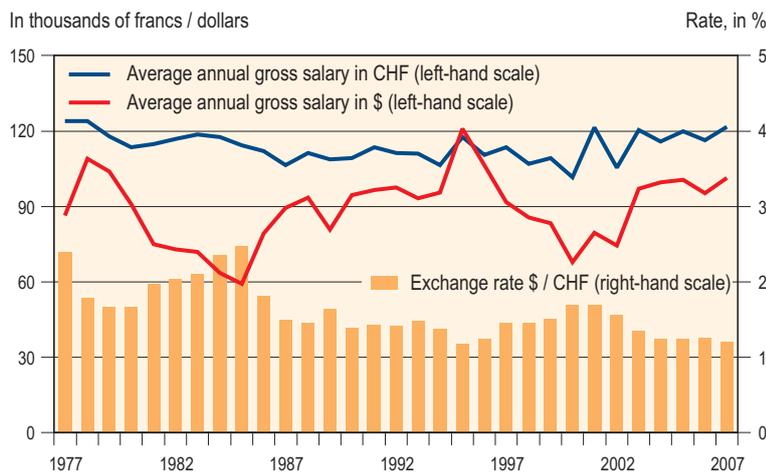
(1) Heavy expenses recorded in 2001 and 2003 are partly due to a reorganisation within the United Nations which, between 2000 and 2004, altered the way of accounting for expenditure.

Source : Geneva Cantonal Statistical Office - International organisation survey

**Average annual gross salaries paid by IGOs and exchange rates, since 1977**

In constant franc and dollar (2007)

Canton of Geneva



Source : Geneva Cantonal Statistical Office - International organisation survey

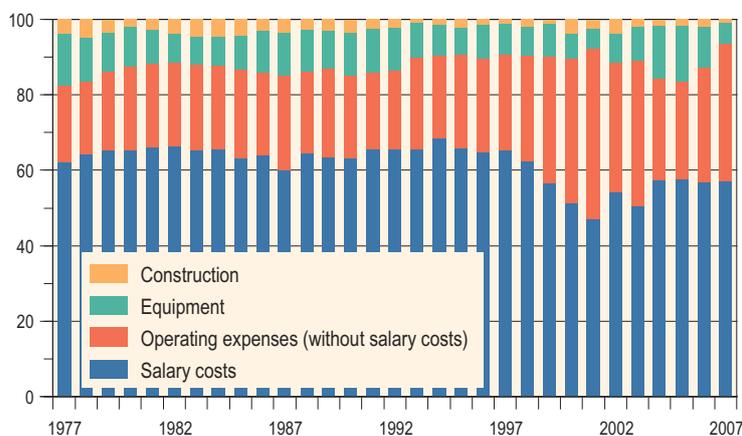
In constant dollar, the gross average annual salary was, over the period, characterized by a strong volatility. In 2007, it was 71 % higher than that paid in 1985, the lowest year, but 16 % less than that of 1995, the peak year. By way of comparison, between 1977 and 2007, salaries paid in Switzerland increased by 18 % in real terms.

<sup>4</sup> Great salary disparities exist, according to the organisations, due to different employee profiles. Thus, the average salaries paid by the organisations which employ a significant proportion of less qualified employees is sometimes far less than that paid by other organisations.

Investment expenses, less important in volume and more volatile by nature, are linked to IGOs infrastructure development. Thus, the development of WIPO at the beginning of the years 2000 or that of CERN a little later, have subjected them to wide variations. One should note that reimbursement of loans made by the Building Foundation for International Organisations (FIPOI) for construction of new buildings has not been taken into account in the investment expenses.

### IGO expenses according to type, since 1977

Distribution in % Canton of Geneva

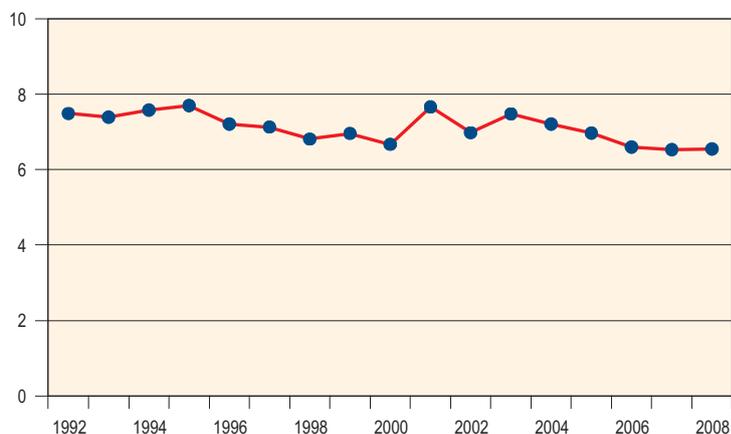


Source : Geneva Cantonal Statistical Office - International organisation survey

### Economic consequences for Switzerland

#### Part of the international public sector in the GDP of the canton of Geneva, since 1992

Annual figures, in % Canton of Geneva



Source : Créa Institute of applied macroeconomics / Geneva Cantonal Bank / Geneva Cantonal Statistical Office

A part of IGOs expenses goes back to Switzerland<sup>5</sup>, mainly in the form of salaries paid to employees resident in Switzerland<sup>6</sup> and investment expenses which benefit Swiss enterprises. In the 2007 survey, these positive effects are estimated at 2,5 billion francs.

Furthermore, according to estimates made by CREA<sup>7</sup>, the international public sector contributed, in 2008, to the extent of 6,5 % of gross domestic product (GDP) for the canton of Geneva, which totalises 44,2 billion francs.

<sup>5</sup> In the case of the annual survey, for each expense category, organisations are asked to estimate the part going to Switzerland.

<sup>6</sup> Employees residing in France also spend part of their salary in Switzerland. These sums are not taken into account in the amounts cited here.

<sup>7</sup> CREA Institute of Applied Macroeconomics of the University of Lausanne.

### 1.3 Meetings

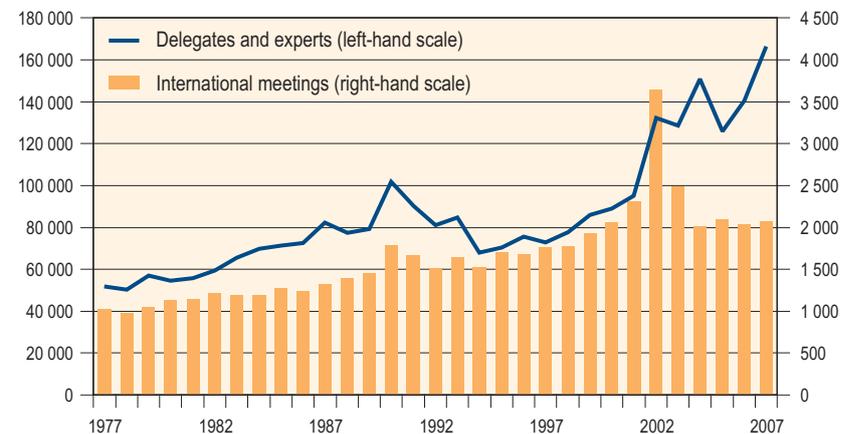
Constantly increasing, conference activity strongly developed as the new century approached. Since then, 2 000 meetings have been organized each year<sup>8-9</sup>.

In parallel with the increase in the number of member countries of the organisations, the number of delegates participating in meetings has increased : there were more than 150 000 in 2007. During these last years, the average number of meeting participants has tended to rise significantly.

### Conference activity in IGOs, since 1977

Annual totals

Canton of Geneva



Source : Geneva Cantonal Statistical Office - International organisation survey

## 2. Permanent missions

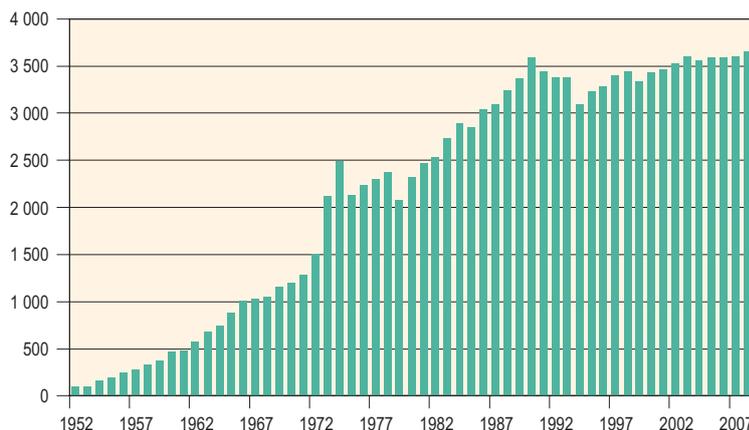
Permanent missions are representative offices of states accredited to the UN or other IGOs, ensuring constant liaison between governments and the IGOs. In other

terms, a mission is to an international organisation what an embassy is to a country's government representing its own government. Since 1994, states can also open separate offices at the WTO and to the Disarmament Conference.

### Persons employed in permanent missions and other delegations, since 1952

Annual figures

Canton of Geneva



Source : Swiss Federal Department of Foreign Affairs

Out of a total of 192 UN member states, 162 have a permanent mission to the UN in Geneva. Furthermore, 32 states have a mission to the WTO and 14 to the Disarmament Conference<sup>10</sup>. Besides this, other delegations representing mainly groups of countries, also have an observer status with the organisations. This allows them to attend meetings.

The number of persons employed in the missions and other delegations amounts to 3 661<sup>11</sup> in 2008. The proportion of Swiss there is 7 %.

<sup>8</sup> International meetings, sessions and conferences convoked or hosted by IGOs and held in Geneva are taken into account.

<sup>9</sup> The peak registered in 2002 is due to the large number of ITU meetings in preparation for the Telecom exhibition held in Geneva in 2003.

<sup>10</sup> Most countries with permanent missions to WTO or to the Disarmament Conference also have a mission to the UN.

<sup>11</sup> Persons holding legitimization cards from the FDFA.

### 3. The International Public Sector in the Entreprise Census ...

The international public sector, namely the IGOs, permanent missions and consulates, adds up to, according to the results of the 2008 enterprise census, 23 340 jobs, that is to say 8,7 % of total employment in the canton of Geneva. It is thus one of the most important activities in the canton. The IGOs represent more than 80 % of jobs in the international public sector.

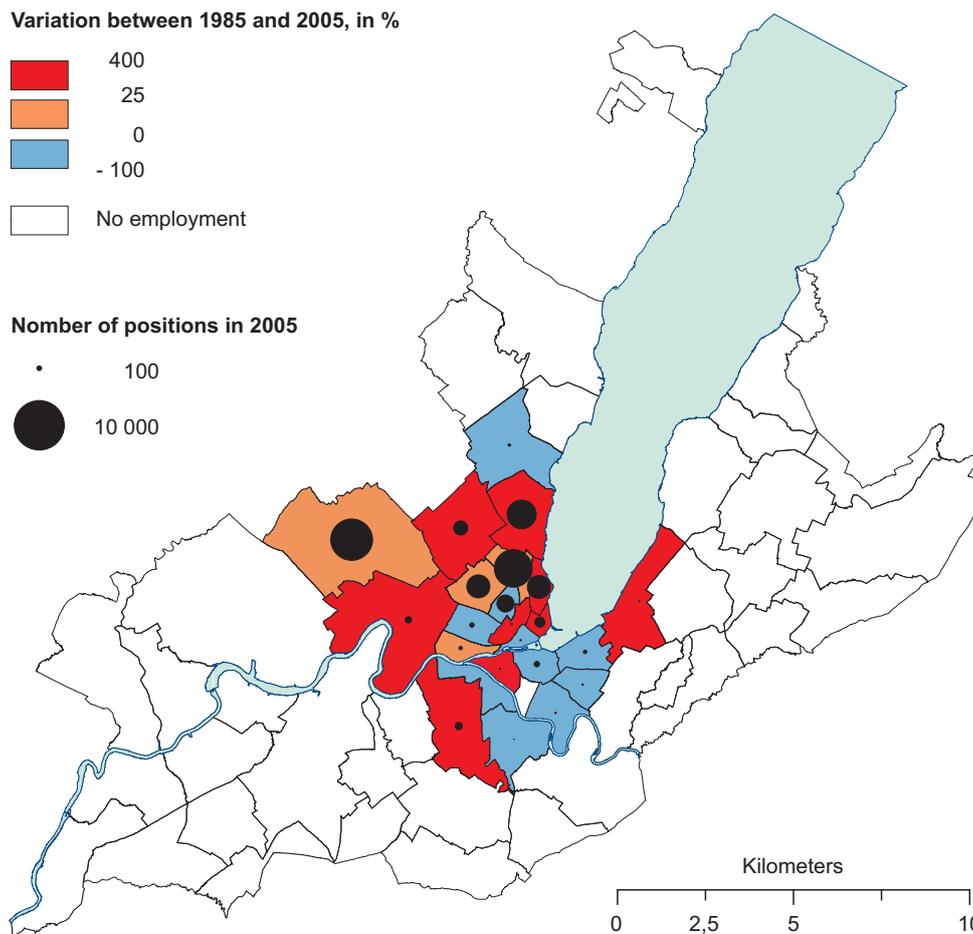
Pregny-Chambesey and Grand-Saconnex. Meyrin, though it is far geographically from this perimeter, also houses an important IGO (CERN<sup>12</sup>). But, the rapid development of the international public sector (26 % increase of jobs from 1985 to 2005) encouraged IGOs to base themselves in other areas, such as Lancy and Vernier. The permanent missions, which work closely with the IGOs, are based in the same places.

Historically based around the Palais des Nations, the IGOs continue to develop there. In 1985, they were in this district of Geneva city and in a part of neighbouring

#### International public sector employment, by town and statistical sector, in 2005

Situation as at September

Canton of Geneva



Source : Swiss Federal Statistical Office / Geneva Cantonal Statistical Office - Enterprises census

<sup>12</sup> An important part of CERN's installations are located on French territory. However, in the structure of the various surveys mentioned here, all persons working in that organisation are taken into consideration.

The enterprises census (EC), last carried out in 2005, is a survey aiming to give, every three or four years, an image of the economic structure of Switzerland and its regions. One of the peculiarities of the EC is to make available geo-localised information. A census was carried out in September 2008. Its preliminary results will be available towards the end of 2009.

The international public sector was not originally part of the survey carried out by the Swiss Federal Statistical Office (FSO). However, to obtain a complete economic overview for the canton of Geneva, the OCSTAT carried out a supplementary census for the international public sector.

### ... in the population residing in the canton of Geneva ...

An important part of staff in the international public sector resides on the territory of the canton of Geneva, and including members of their family, they form a group of some 23 000 persons, namely 13 % of the total foreign population in the canton. This population is made up of a great diversity of nationalities : out of 192 member countries of the UN, 186 are represented in Geneva. Certain countries are only represented by persons working in the international public sector, particularly in the permanent missions of their countries.

Even if they tend to move around during their professional career, international officials live in Geneva a relatively long time (7 years on average). Foreigners presently residing in the canton have lived there for 15 years on average. However this average takes into account persons holding a residence and work permit (C permit). Without them, the average is only 5 years.

#### Foreign resident population and main nationalities represented in the international public sector, in 2008

Situation as at	Canton of Geneva		
	December 31st	Foreign population	including international officials (1)
France	23 433	1 333	5,7
United States	4 592	1 307	28,5
Russia	2 990	1 244	41,6
Philippines	1 596	1 056	66,2
United Kingdom	6 720	962	14,3
Italy	20 328	905	4,5
India	1 869	782	41,8
Germany	5 161	765	14,8
Spain	13 640	642	4,7
Canada	1 696	596	35,1
China	1 352	567	41,9
Others	93 013	12 906	13,9
<b>Total</b>	<b>176 390</b>	<b>23 065</b>	<b>13,1</b>

(1) Including members of the family and domestic staff.

Source : Geneva Cantonal Statistical Office - Geneva Cantonal population statistics

### ... and in the rest of Switzerland

In Switzerland, the international public sector is not only present in Geneva. Two IGOs are in Bern (the Intergovernmental Rail Transport Organisation and the Universal Postal Union) and one in Basel (the Bank for International Settlements). Less important in size than those in Geneva, the three employ 781 permanent officials and have expenses of 300 million francs. Moreover, several cities in the country, especially Bern, host embassies or consulates.

However, Geneva is by far the most important part of the country as far as the international public sector is concerned : more than 9 international officials out of 10 work here.

## 4. International non governmental organisations

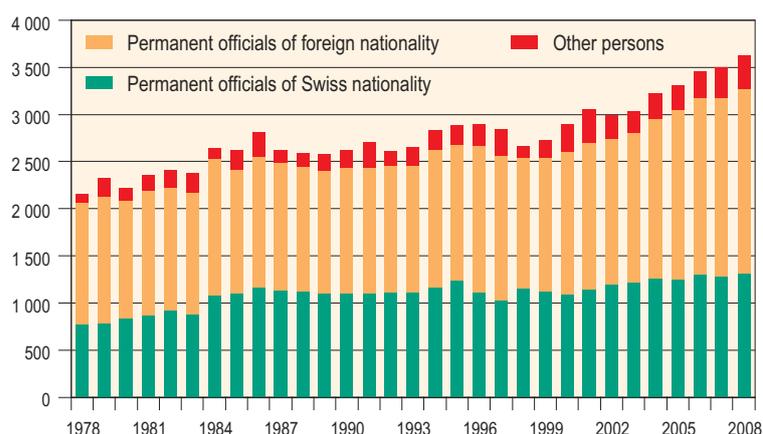
### 4.1 In the annual survey

The number of international non governmental organisations (INGOs) active in the canton of Geneva varies, on the basis of the criteria retained, between one hundred and three hundred. Given the difficulty in inventorying them in an exhaustive manner, the OCSTAT only examines, in the structure of its annual survey, the ten most important ones in terms of employment<sup>13</sup>.

In the wake of the development of the IGOs, together with which they often collaborate closely, the number of persons employed in the main INGOs has increased regularly over the past thirty years, reaching 3 600 persons in 2008. Not submitted to quotas, employment for the INGOs is chiefly made up of persons recruited locally. Thus, 40 % of the employees are Swiss and 80 % reside in Switzerland.

### Persons employed in the ten main INGOs, according to status and origin, since 1978

Annual totals Canton of Geneva



Source : Geneva Cantonal Statistical Office - International organisation survey

## The main international non governmental organisations in Geneva

		Date of creation	Headquarters
International Committee of the Red Cross	ICRC	1863	Geneva
International Electrotechnical Commission	IEC	1906	Geneva
International Federation of the Red Cross and Red Crescent Societies	IFRC	1919	Geneva
Foundation of the International School of Geneva	FEIG	1924	Geneva
Battelle Institute (1)		1929	Columbus
International Air Transport Association	IATA	1945	Montreal
Lutheran World Federation (1)	LWF	1947	Geneva
International Organisation for Standardisation	ISO	1947	Geneva
World Council of Churches	WCC	1948	Geneva
International Road Transport Union (2)	IRU	1948	Geneva
European Broadcasting Union	EBU	1950	Geneva
World Economic Forum (2)	WEF	1971	Geneva

(1) One of the 10 most important INGOs until 2002.  
 (2) One of the 10 most important INGOs since 2003.

<sup>13</sup> In 1978, the ten INGOs considered employed more than 100 persons, the others in Geneva being quite smaller. The situation changed over time and two of the ten in the survey became less important and were excluded from the survey, whilst two others not previously surveyed are now part of the ten most important, and have been surveyed since 2003.

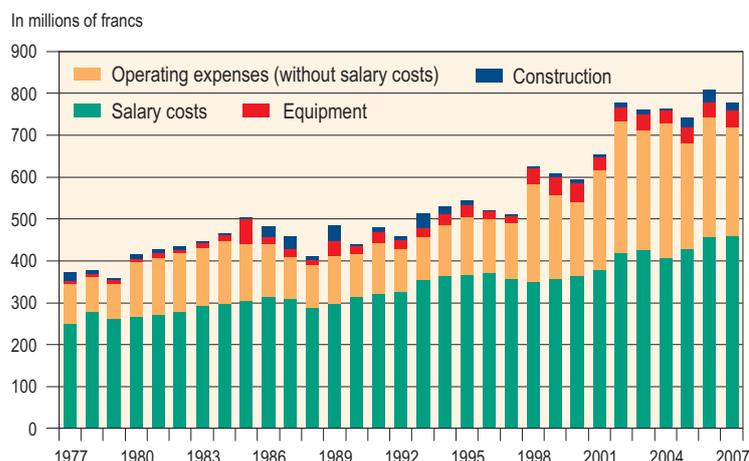
Doubled in thirty years, in constant franc, expenses generated by the activities of the ten main INGOs reached 777 million francs in 2007. This development is due, as in the case of the IGOs, for the most part to the increase in operating costs (excluding salary costs).

Annual gross salaries (+ 80 % in constant franc) only progressed slightly more strongly than the number of persons employed (+ 68 %) ; the average gross salary (101 600 francs in 2007) only increased a little in thirty years. In constant dollar – the currency used as a reference by certain organisations – the average annual gross salary was, like in the IGOs, characterized by a strong volatility during the period. In 2007, it was 94 % more than that paid in 1985, the lowest year, but less than 18 % of that paid in 1995, the peak year<sup>14</sup>.

### Current expenses of the ten main INGOs, since 1977

In constant franc

Canton de Geneva



Source : Geneva Cantonal Statistical Office - International organisation survey

INGOs conference activity is intense : they organise as many meetings and conferences as the IGOs.

However, the length as well as the number of delegates participating is a lot less. Meetings of INGOs last, on the average, one day, compared with five for the IGOs, and the average number of delegates is 13, as compared with more than 50.

## 4.2 In the enterprise census

### Enterprises and average size of enterprises, in 2005 (1)

Situation as at September

Canton of Geneva

	INGOs			Entire economy		
	Number	Breakdown Percentage	Average Size	Number	Breakdown Percentage	Average Size
Less than 2 jobs	16	13,2	2	8 165	41,7	1
From 2 to under 5 jobs	23	19,0	4	6 060	31,0	3
From 5 to under 10 jobs	23	19,0	8	2 569	13,1	8
From 10 to under 20 jobs	24	19,8	18	1 300	6,6	15
From 20 to under 50 jobs	19	15,7	35	875	4,5	34
From 50 to under 250 jobs	11	9,1	156	476	2,4	116
250 or more jobs	5	4,1	460	118	0,6	960
<b>Total</b>	<b>121</b>	<b>100,0</b>	<b>45</b>	<b>19 563</b>	<b>100,0</b>	<b>14</b>

(1) The size of the enterprise is determined by the total number of full-time equivalent jobs.

Source : Swiss Federal Statistical Office / Geneva Cantonal Statistical Office - Enterprises census

To be included in the enterprise census, a business must be active at least 20 hours a week. This definition also applies to INGOs. In 2005, therefore, 121 INGOs were surveyed. They employed 5 425 persons, i.e. 2,0 % of overall cantonal employment. In comparison, in the 1998 enterprises census, 118 INGOs were active in the canton of Geneva. These included 3 849 jobs.

The ten organisations contacted each year for the OCSTAT survey having more than 50 full-time equivalent employees, represent 60 % of the total of INGOs employees.

<sup>14</sup>By way of comparison, in Switzerland salaries have increased 18 % in real terms for the period (1977-2007).

Overall, INGOs in Geneva are often, due to their status and international importance, much bigger than other establishments surveyed : 13 % had at least 50 full time employees, compared with 3 % for the entire economy.

The rest is made up of smaller organisations or representatives of more important organisations whose headquarters are elsewhere.

By their legal form – INGOs are associations or foundations – it is not surprising that a majority of them are active in *associative activities*. Even if, usually, INGOs are associated with a humanitarian cause, *charitable works and charitable organisations* come only second, in terms of number of jobs.

### Enterprises and jobs, by type of economic activity, in 2005

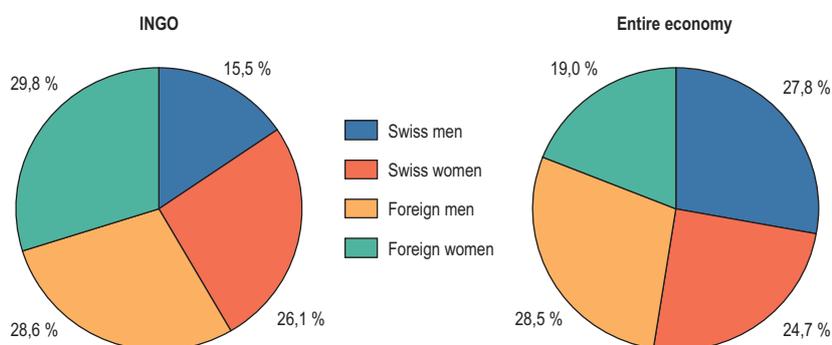
	Canton of Geneva			
	INGOs		Entire economy	INGOs, in %
	Number	Jobs	Jobs	Jobs
Business services	9	379	38 738	1,0
Educational	5	824	17 580	4,7
Charities and charitable organisations	16	1 628	6 509	25,0
Associative activities <i>including employer and professional organisations; trade unions, religious organisations</i>	91	2 594	10 089	25,7
	19	1 455	1 816	80,1
	8	345	921	37,5
<b>Total</b>	<b>121</b>	<b>5 425</b>	<b>269 274</b>	<b>2,0</b>

Source : Swiss Federal Statistical Office / Geneva Cantonal Statistical Office - *Enterprises census*

### Distribution of employment according to sex and origin, in 2005

Situation as at September

Canton of Geneva



Source : Swiss Federal Statistical Office / Geneva Cantonal Statistical Office - *Enterprises census*

As opposed to the situation noted for the entire economy, where they represent 44 % of employment, more women than men work in the INGOs (56 %). What is more, here they also more often occupy full-time positions.

## 5. Multinationals

To provide a complete portrait of the international sector in Geneva, multinationals must be mentioned. The only statistical source available is the enterprises census (EC). However, the rules for accessibility to the results of this survey having been modified, the study of multinational enterprises was not carried out on the basis of the latest (2005) enterprises census. The most recent figures available come from the 2001 enterprises census<sup>15</sup>.

In 2001, 596 multinational enterprises and branches of multinationals were active in the canton of Geneva. They accounted for 56 812 jobs or 30 % of all employment in the private sector of the canton, with a small half in multinationals whose headquarters are based in Switzerland.

In ten years, between 1991 and 2001, the importance of multinational enterprises in the Geneva economy increased. Both the number of enterprises and the number of jobs increased more strongly in multinationals than in the rest of the economy.

In 2010, the OCSTAT plans to carry out a new study on multinational enterprises, on the basis of the results of the 2008 enterprises census.

<sup>15</sup> *Les multinationales à Genève, Recensement fédéral des entreprises 2001*, Office cantonal de la statistique, Communications statistiques n° 16, Genève, avril 2004. 

Collection  
**Analyses**

Série  
**Etudes et documents**

**Numéros parus depuis 1995**

- 19 La santé en chiffres. Recueil de statistiques socio-sanitaires sur le canton de Genève. Edition 1995
- 20 Un compte de la santé pour le canton de Genève. Méthodologie et estimation pour 1991
- 21 Projections démographiques pour le canton de Genève 1995-2020
- 22 Matériau pour une histoire de la statistique publique genevoise, 1896-1996
- 23 Féminin-masculin. Portrait statistique des femmes du canton de Genève vers 1996
- 24 La santé en chiffres. Recueil de statistiques socio-sanitaires sur le canton de Genève. Edition 1998
- 25 Statistiques de l'énergie à Genève. Une rétrospective commentée (1987-1996)
- 26 L'Année sociale en chiffres. Edition 1998
- 27 Projections démographiques pour le canton de Genève. Population résidente de 1999 à 2025
- 28 L'Année sociale en chiffres. Edition 1999
- 29 La santé en chiffres. Recueil de statistiques socio-sanitaires pour le canton de Genève. Edition 2001
- 30 Indicateur conjoncturel avancé genevois LEA-PICTET : guide méthodologique
- 31 L'Année sociale en chiffres. Edition 2001
- 32 Indice genevois des prix à la consommation (mai 2000 = 100). Principales caractéristiques
- 33 Le niveau des loyers à Genève. Statistique des loyers de mai 2003
- 34 L'Année sociale en chiffres. Edition 2003
- 35 Le niveau des loyers à Genève. Statistique des loyers de mai 2004
- 36 Le nouvel indice genevois des prix de la construction
- 37 Portrait statistique des étrangers vivant à Genève. Résultats du recensement fédéral de la population et autres sources
- 38 Le niveau des loyers à Genève. Statistique des loyers de mai 2005
- 39 Demande de logements : définitions et mesures statistiques
- 40 Le découpage du canton de Genève en sous-secteurs statistiques
- 41 Personnes âgées dans le canton de Genève. Prise en charge et prestations sociales. Edition 2003
- 42 Indice genevois des prix à la consommation (décembre 2005 = 100). Principales caractéristiques
- 43 Le niveau des loyers à Genève. Statistique des loyers de mai 2006
- 44 Personnes âgées dans le canton de Genève. Prise en charge et prestations sociales. Edition 2004
- 45 La santé en chiffres. Recueil de statistiques socio-sanitaires sur le canton de Genève. Edition 2007
- 46 Indicateur avancé LEA-PICTET-OCSTAT de l'économie genevoise. Guide méthodologique de la révision 2007
- 47 Indicateurs du développement durable pour le canton de Genève
- 48 Indicateur avancé de l'emploi pour le canton de Genève (IAE)

# Publications de l'Office cantonal de la statistique

## Diffusion sur papier \*

### Collection *Données générales*

---

#### Annuaire statistique

Recueil détaillé des principales statistiques annuelles concernant le canton de Genève dans son ensemble, ainsi que les communes. L'annuaire couvre l'ensemble des 21 domaines de la statistique publique cantonale. Ouvrage de référence paraissant en novembre. Il est disponible également sur CD Rom.

#### Mémento statistique

Synthèse des données essentielles sur le canton et les communes. Brochure annuelle gratuite, paraissant au printemps, éditée avec le soutien de la Banque cantonale de Genève (BCGE).

#### Bulletin statistique

Bulletin mensuel de 12 pages, édité en collaboration avec la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG). Choix des principales statistiques disponibles mensuellement.

Ce bulletin est complété (en mars, juin, septembre et décembre) de 4 pages de données trimestrielles.

### Collection *Analyses*

---

#### Coup d'œil

Deux pages d'informations synthétiques et rapides destinées au grand public ; éclairage statistique sur des questions d'intérêt général.

#### Communications statistiques

Série consacrée à la diffusion, vers un large public, de résultats statistiques marquants, l'accent étant mis sur le commentaire.

#### Etudes et documents

Série consacrée à la présentation des divers types d'études réalisées par l'OCSTAT : analyses périodiques ou ponctuelles, documents de référence, méthodologie.

#### Reflets conjoncturels

Cahier trimestriel, complété d'un supplément annuel, présentant une analyse commentée de la conjoncture économique pour le canton de Genève, illustré de nombreux graphiques.

**\* A l'exception de l'Annuaire statistique, ces publications sont aussi disponibles sur le site Internet de l'OCSTAT.**

## Diffusion sur Internet

### Collection *Tableaux de bord*

---

Les Tableaux de bord sont diffusés sur le site Internet de l'OCSTAT, à l'adresse suivante :  
[http://www.ge.ch/statistique/publications/tb/welcome\\_tb.asp](http://www.ge.ch/statistique/publications/tb/welcome_tb.asp)

#### Marché du travail

Feuille mensuelle présentant les principales informations relatives à l'évolution du chômage.

Bulletin d'information trimestriel présentant des informations de nature structurelle sur le chômage.

#### Les travailleurs frontaliers à Genève

Feuille semestrielle présentant les principales informations disponibles sur les titulaires de permis frontaliers et les frontaliers actifs.

#### Indices des prix à la consommation

Feuille mensuelle : tableaux portant sur les indices suisse et genevois, avec commentaires sur l'indice genevois.

#### Indice genevois des prix de la construction

Recueil semestriel de tableaux, avec commentaires et graphique, portant sur les résultats de l'indice.

#### Masse salariale versée dans le canton de Genève

Feuille trimestrielle portant sur la masse salariale versée dans le canton de Genève. Graphiques, tableaux et commentaires.

#### Enquêtes de conjoncture

Feuilles mensuelles ou trimestrielles présentant sous forme de graphiques et de tableaux les résultats des enquêtes de conjoncture auprès d'entreprises de l'industrie, de la construction, des services immobiliers, du commerce de détail, de l'hôtellerie-restauration et des autres branches des services.

### Résultats statistiques

---

Les Résultats statistiques sont diffusés sur le site Internet de l'OCSTAT, à l'adresse suivante :  
[http://www.ge.ch/statistique/publications/rs/resultats/resultats\\_stat.asp](http://www.ge.ch/statistique/publications/rs/resultats/resultats_stat.asp)

Ils proposent un bref commentaire des principales statistiques ou enquêtes annuelles produites ou diffusées par l'OCSTAT, complété par des liens sur les pages du site Internet présentant les résultats détaillés (tableaux, graphiques et note méthodologique).

### Communiqués de presse

---

L'OCSTAT diffuse annuellement plus d'une quarantaine de communiqués de presse (diffusion de résultats, annonce de publications), téléchargeables à l'adresse suivante :  
<http://www.ge.ch/statistique/publications/compresse/compresse.asp>